COMMUNE DE MILLAS

Procès-verbal de la séance du conseil municipal du 25 juin 2026

approuvé lors de la séance du conseil municipal du 15 septembre 2026

par

19 voix pour

8 voix contre

(Chantemargue Yves, Garsau Jacques, Quintus Cécile, Nasarre Michel, Noguès Dominique, Pous Pierre Senyarich Olivier, Torrent Rose-Marie)

PROCÈS VERBAL DE LA SÉANCE DU CONSEIL MUNICIPAL

DU 25 JUIN 2026

Le jeudi 25 juin 2026, à 19 h, le Conseil Municipal de la Commune de **MILLAS** dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire à la halle des sports, sous la présidence de Joseph OLIVE, Maire.

Date de la convocation : 19 juin 2026

Présents : BEA Thérèse, BENDRELL Brigitte, BIENAIMÉ Régis, CORTES Antoine, ESPELT SACAZE Marie-Lou, FAURE Nicole GARSAU Jacques, HASSANI Djamel, LOPEZ Barbara, LOPEZ Valérie, LOPEZ Vanessa, NASARRE Michel, NOGUÉS Dominique, OLIVE Jean-Baptiste, PELISSIER Alain, POUS Pierre, QUINTUS Cécile, ROIG Philippe, SENYARICH Olivier, TORRENT Rose-Marie, VIDAL Gilles,

Absents ayant donné procuration :
AVINO Georges à OLIVE Joseph,
CHANTEMARGUE Yves à QUINTUS Cécile,
NOGUERA Rémi à LOPEZ Valérie,
SALES Nadine à CORTES Antoine,

Absente excusée pour les points 01 à 03 de l'ordre du jour :
SURJUS ROJAS Marie-Isabelle,

Absent excusé pour les points 20 à 24 de l'ordre du jour :
OLIVE Jean-Baptiste,

LOPEZ Barbara a été nommée secrétaire de séance.

ORDRE DU JOUR APPROUVÉ PAR LE CONSEIL MUNICIPAL AU DÉBUT DE LA SÉANCE

Le point n° 20 « CHANTIER ECOLE FORCA REAL INSERTION. DESIGNATION DE REPRESENTANTS DE LA COMMUNE » a été retiré de l'ordre du jour.

La commune n'ayant pas conventionné avec le chantier école, elle ne bénéficie pas de représentants au sein de son conseil d'administration.

01 REGIE DES EAUX. CREANCES ETEINTES.

02. . REGIE DES EAUX. BUDGET ANNEXE DU SERVICE PUBLIC DE DISTRIBUTION D'EAU POTABLE. DECISION MODIFICATIVE N° 01.

03. REGIE DES EAUX. BUDGET ANNEXE DE L'ASSANISSEMENT. DECISION MODIFICATIVE N° 01.

04. DELEGATION DU CONSEIL MUNICIPAL AU MAIRE. COMPLEMENT A LA DELIBERATION 2026-04-07-N24 DU 7 AVRIL 2026. PORTANT SUR LE POINT 16° DE L'ARTICLE L 2122-22 DU C.G.C.T.

05. COMMUNE. OUVERTURE DE COMPTES A TERMES. « COMMUNE – COMPTE A TERME 2026 n° 01 ».

06. COMMUNE. OUVERTURE DE COMPTES A TERMES. « COMMUNE – COMPTES A TERMES 2026 n° 02 ».

07. COMMUNE. OUVERTURE DE COMPTES A TERMES. « COMMUNE – COMPTE A TERME 2026 n° 03 ».

08. ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS AUX ASSOCIATIONS.

09. . C.C.A.S. DE MILLAS. ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT.

10. . MISE A DISPOSITION DE CAISSONS POUR LES DECHETS VERTS.

11. . EDUCATION NATIONALE. CONVENTION ENT-école. ANNEE SCOLAIRE 2026-2027.

12. . CONSEIL DEPARTEMENTAL. MISE A DISPOSITION D'UN DEFIBRILLATEUR.

13. . ASSOCIATION "INTEGRATION, INSERTION, LOGEMENT, EMPLOI". CONVENTION 2ème SEMESTRE 2026.

14. UNION SPORTIVE MILLAS, SECTION RUGBY. MISE A DISPOSITION DU BOITIER DE CONTROLE POUR LE PANNEAU D'AFFICHAGE DES SCORES.

15. CENTRE DE GESTION DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE DES PYRENNES-ORIENTALES. ADHÉSION AU SERVICE D'ENQUÊTE ADMINISTRATIVE.

16. PERSONNEL COMMUNAL. MISE A DISPOSITION DU G.I.P. « MA SANTE - MA REGION ».

17. G.I.P. « MA SANTE, MA REGION ». DESIGNATION DE REPRESENTANTS DE LA COMMUNE.

18. COMMISSION COMMUNALE DES IMPOTS DIRECTS (C.C.I.D.).

19. COMMISSION D'APPEL D'OFFRES A CARACTERE OBLIGATOIRE.

20. COMMISSION DE DELEGATION DE SERVICE PUBLIC.

21. SOCIETE PUBLIQUE LOCALE PERPIGNAN-MEDITERRANEE. DESIGNATION DE REPRESENTANTS DE LA COMMUNE.

22. SOCIETE D'ECONOMIE MIXTE DES CREMASTISTE. DESIGNATION D'UN REPRESENTANT DE LA COMMUNE.

23. COMMISSION EXTRA MUNICIPALE TAURINE. DESIGNATION DES MEMBRES. ADOPTION DU REGLEMENT TAURIN MUNICIPAL.

24. COMMISSIONS MUNICIPALES. CREATION ET MISE EN PLACE.

Cécile Quintus souligne qu'il n'est plus fait mention des « questions diverses » dans l'ordre du jour du conseil municipal. Etant donné que le règlement intérieur du conseil municipal n'a pas changé, elle demande si les conseillers peuvent toujours poser des questions diverses/questions orales en fin de séance.
M. le Maire répond positivement et Gilles Vidal précise que si les questions sont posées en fin de séance et qu'elles appellent des recherches particulières, la réponse pourra être fournie plus tard.

APPROBATION DES PROCES-VERBAUX DES SEANCES DU CONSEIL MUNICIPAL DU 7 ET 29 AVRIL 2026

Les membres approuvent, à l'unanimité, les procès-verbaux des séances du Conseil Municipal

Des 7 et 29 avril 2026.

Olivier Senyarich demande pourquoi la question qu'il a posé en fin de séance lors du dernier conseil municipal concernant les délégations aux adjoints et conseillers municipaux n'a pas été retranscrite au PV de la séance.
M. le Maire répond que la séance était levée.

Les membres présents étant en nombre suffisant pour délibérer valablement, le Président a déclaré la

séance ouverte.

Le Conseil Municipal est appelé à délibérer sur les affaires inscrites à l'ordre du jour.

01. REGIE DES EAUX. CREANCES ETEINTES.

Les services de la Régie ont été destinataires de décisions de justice portant sur des dossiers de surendettement. Le montant des créances éteintes est fixé comme suit :
budget de l'eau : 3 727 € 77,
budget de l'assainissement : 3 025 € 47.
Ces créances éteintes pour des dossiers de surendettement s'imposent à l'ordonnateur.
Le Conseil d'Exploitation de la Régie des Eaux s'est réuni le 23 juin 2026 et a émis un avis favorable.

Rose-Marie Torrent demande pourquoi attendre le dépôt d'un dossier de surendettement sachant qu'il existe le Fonds de Solidarité pour le Logement (F.S.L.) pour combler les dettes ?
Gilles Vidal répond que les dossiers de F.S.L. ne sont pas instruits par la régie et qu'au moment où la dette arrive en créance éteinte, toutes les aides ont déjà été actionnées. Il ajoute qu'il a siégé en commission de surendettement et que très souvent ce sont des problèmes bancaires qui en sont à l'origine. La commission essaye d'établir des mesures de rétablissement qui passent par des effacements de dette.

Approuvé à l'unanimité.

Le Maire,

Acte télétransmis en sous-préfecture le 17.07.2026
Réceptionné le 17.17.2026
Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire du présent acte.
Affiché le 21.07.2026

Informe que les services de la Régie ont été destinataires de décisions de justice portant sur des dossiers de surendettement,

Fait part que la créance éteinte ne peut plus faire l'objet d'un recouvrement ultérieur et s'impose à l'ordonnateur,

Précise que le montant des créances éteintes est réparti comme suit :
budget de l'eau potable..... 3 727 € 77,
budget de l'assainissement ..... 3 025 € 47.

Le Conseil Municipal,

OUÏ le Maire,

Après en avoir délibéré, à l'unanimité,

***CONSIDERANT** l'avis favorable, émis par le Conseil d'Exploitation de la Régie des Eaux, le 23 juin 2026,*

***CONSTATE**, comme éteintes, les créances ne pouvant plus faire l'objet d'un recouvrement,*

***PRECISE** que le montant des créances éteintes est fixé comme suit :*
budget de l'eau potable..... 3 727 € 77,
budget de l'assainissement ..... 3 025 € 47.

***DIT** que les crédits correspondants aux dépenses résultants de l'admission en créances éteintes seront inscrites au budget annexe de l'eau potable, article 6542,*

***DIT** que les crédits correspondants aux dépenses résultants de l'admission en créances éteintes seront inscrites au budget annexe de l'assainissement, article 6542,*

***HABILITE** le Maire à signer tous documents et à faire toutes diligences utiles à l'exécution de la présente délibération,*

02. REGIE DES EAUX. BUDGET ANNEXE DU SERVICE PUBLIC DE DISTRIBUTION D'EAU POTABLE. DECISION MODIFICATIVE N° 01.

L'article 101 de la Loi Finances n°2023-1322 du 29 décembre 2023 a modifié les redevances de l'Agence de l'Eau.
Le reversement de la redevance sur la consommation eau potable (article 701269) a été prévue au chapitre 011 « Charges à caractère général » alors qu'elle doit être prévue au chapitre 014 « Atténuation de produits ».
Cette décision modificative n°01 permet de régulariser cette imputation comptable sans modifications sur les totaux en dépenses et en recettes sur la section d'exploitation.
Le Conseil d'Exploitation de la Régie des Eaux s'est réuni le 23 juin 2026 et a émis un avis favorable.

Approuvé à l'unanimité.

Le Maire,

Acte télétransmis en sous-préfecture le 17.07.2026
Réceptionné le 17.17.2026
Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire du présent acte.
Affiché le 21.07.2026

Informe que l'article 101 de la Loi Finances n°2023-1322 du 29 décembre 2023 a modifié les redevances de l'Agence de l'Eau,

Précise que le reversement de la redevance sur la consommation « eau potable » (article 701269) a été prévue au chapitre 011 « Charges à caractère général » alors qu'elle doit être prévue au chapitre 014 « Atténuation de produits »,

Propose une décision modificative n°01 permettant de régulariser cette imputation comptable sans modifier les totaux en dépenses et en recettes sur la section d'exploitation,

***CONSIDERANT** l'avis favorable, émis par le Conseil d'Exploitation de la Régie des Eaux, le 23 juin 2026,*

Le Conseil Municipal,

OUÏ le Maire,

Après en avoir délibéré, à l'unanimité,

***EMET** un avis favorable à la décision modificative budgétaire n°01 du budget annexe du service public de distribution d'eau potable relative à l'exercice 2026, comme annexée à la présente délibération,*

***HABILITE** le Maire à signer tous documents et à faire toutes diligences utiles à l'exécution de la présente délibération,*

REPUBLIQUE FRANÇAISE

MILLAS

Numéro SIRET : 21660108800075
Poste comptable : SERVICE DE GESTION COMPTABLE DE PRADES

Décision modificative N°1
relatif à l'exercice 2026

Budget annexe : SERVICE PUBLIC EAU POTABLE

Instruction budgétaire et comptable M.49(1)
applicable aux services publics industriels et commerciaux locaux

(1) Précision plan de comptes utilisé : M. 4, M. 41, M. 43 ou M. 49.

Accusé de réception en préfecture
066-216601088-20260625-2026-06-25-N02-BF
Date de télétransmission : 17/07/2026
Date de réception préfecture : 17/07/2026

Sommaire

I - Informations générales

Modalités de vote du budget 3

II - Présentation générale du budget

A1 - Vue d'ensemble - Sections 4
A2 - Vue d'ensemble - Section d'exploitation - Chapitres 5
A3 - Vue d'ensemble - Section d'investissement - Chapitres 7
B1 - Balance générale du budget - Dépenses 9
B2 - Balance générale du budget - Recettes 10

III - Vote du budget

A1 - Section d'exploitation - Détail des dépenses 12
A2 - Section d'exploitation - Détail des recettes 14
B1 - Section d'investissement - Détail des dépenses 15
B2 - Section d'investissement - Détail des recettes 16
B3 - Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles 17

IV - Annexes

A - Eléments du bilan

A1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie Sans Objet
A1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette Sans Objet
A1.3 - Etat de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux Sans Objet
A1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours Sans Objet
A1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture Sans Objet
A1.6 - Etat de la dette - Autres dettes Sans Objet
A2 - Méthodes utilisées pour les amortissements Sans Objet
A3.1 - Etat des provisions et des dépréciations Sans Objet
A3.2 - Etalement des provisions Sans Objet
A4.1 - Equilibre des opérations financières Sans Objet
A4.2 - Equilibre des opérations financières - Dépenses Sans Objet
A4.3 - Equilibre des opérations financières - Recettes Sans Objet
A5.1.1 - Etat de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Exploitation (1) Sans Objet
A5.1.2 - Etat de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (1) Sans Objet
A5.2.1 - Etat de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Exploitation (1) Sans Objet
A5.2.2 - Etat de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Investissement (1) Sans Objet
A6 - Etat des charges transférées Sans Objet
A7 - Détail des opérations pour compte de tiers Sans Objet

B - Engagements hors bilan

B1.1 - Etat des emprunts garantis par la régie Sans Objet
B1.2 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux garanties d'emprunt Sans Objet
B1.3 - Subventions versées dans le cadre du vote du budget Sans Objet
B1.4 - Etat des contrats de crédit-bail Sans Objet
B1.5 - Etat des marchés de partenariat Sans Objet
B1.6 - Etat des autres engagements donnés Sans Objet
B1.7 - Etat des engagements reçus Sans Objet
B2.1 - Etat des autorisations de programme et des crédits de paiement afférents Sans Objet
B2.2 - Etat des autorisations d'engagement et des crédits de paiement afférents Sans Objet

C - Autres éléments d'informations

C1.1 - Etat du personnel Sans Objet
C1.2 - Etat du personnel de la collectivité ou de l'établissement de rattachement employé par la régie Sans Objet
C2 - Liste des organismes dans lesquels a été pris un engagement financier (2) Sans Objet
C3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe (3) Sans Objet

D - Arrêté et signatures

D - Arrêté et signatures 18

Nota. -Préciser, pour chaque annexe, si l'état est sans objet le cas échéant.

(1) Ces états ne sont obligatoires que pour les régies rattachées à des communes et groupements de communes de moins de 3 000 habitants ayant décidé d'établir un budget unique pour leurs services de distribution d'eau potable et d'assainissement dans les conditions fixées par l'article L. 2224-6 du CGCT. Ils n'existent qu'en M. 49.

(2) Ces états ne sont obligatoires que pour les régies rattachées à des communes de 3 500 habitants et plus (art. L. 2313-1 du CGCT), ou des groupements comprenant au moins une commune de 3 500 habitants.

(3) Uniquement pour les services dotés de l'autonomie financière et de la personnalité morale.

Accusé de réception en préfecture
066-216601086-20260625-2026-06-25-N-0-BF
Date de télétransmission : 17/07/2026
Date de réception préfecture : 17/07/2026

I – INFORMATIONS GENERALES	I
MODALITES DE VOTE DU BUDGET	

I – L'assemblée délibérante a voté le présent budget :
- au niveau du chapitre pour la section de fonctionnement ;
- au niveau du chapitre pour la section d'investissement ;
- sans les chapitres « opérations d'équipement ».

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, et, en section d'investissement, sans chapitre de dépense « opération d'équipement ».

III – Conformément à l'article L. 1612-28 du code général des collectivités territoriales (CGCT), l'assemblée délibérante autorise le président à opérer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel, dans les limites suivantes :
- Fonctionnement : 7.5% (maximum 7,5 %)
- Investissement : 7.5% (maximum 7,5 %)

IV – Les provisions sont semi-budgétaires (pas d'inscriptions en recettes de la section d'investissement) .

V – La comparaison s'effectue par rapport au budget cumulé de l'exercice.

VI – Le présent budget a été voté sans reprise des résultats de l'exercice N-1.

Accusé de réception en préfecture
066-216601088-20260625-2026-06-25-N02-BF
Date de télétransmission : 17/07/2026
Date de réception préfecture : 17/07/2026

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
VUE D'ENSEMBLE	A1

EXPLOITATION

		DEPENSES DE LA SECTION D'EXPLOITATION	RECETTES DE LASECTION D'EXPLOITATION
VOTE	CREDITS DE FONCTIONNEMENT VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (1)	0,00	0,00
	+	+	+
REPORTS	RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT (2)	0,00	0,00
REPORTS	002 RESULTAT D'EXPLOITATION REPORTE	(si déficit) 0,00	(si excédent) 0,00
	=	=	=
	TOTAL DE LA SECTION D'EXPLOITATION (3)	0,00	0,00

INVESTISSEMENT

		DEPENSES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT	RECETTES DE LASECTION D'INVESTISSEMENT
VOTE	CREDITS D'INVESTISSEMENT (1) VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (y compris les comptes 1064 et 1068)	0,00	0,00
	+	+	+
REPORTS	RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT (2)	0,00	0,00
REPORTS	001 SOLDE D'EXECUTION DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT REPORTE	(si solde négatif) 0,00	(si solde positif) 0,00
	=	=	=
	TOTAL DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (3)	0,00	0,00

TOTAL

TOTAL DU BUDGET (3)	0,00	0,00

(1) Crédits votés uniquement lors de cette étape budgétaire (sans prise en compte des précédents mouvements de crédits de l'exercices).

(2) Pour la section d'exploitation, les RAR sont constitués par l'ensemble des dépenses engagées et n'ayant pas donné lieu à service fait au 31 décembre de l'exercice précédent. En recettes, il s'agit des recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

Pour la section d'investissement, les RAR correspondent aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(3) Total de la section d'exploitation = RAR + résultat reporté + crédits d'exploitation votés.

Total de la section d'investissement = RAR + solde d'exécution reporté + crédits d'investissement votés.

Total du budget = Total de la section d'exploitation + Total de la section d'investissement.

Accusé de réception en préfecture
066-216601088-20260625-2026-06-25-N02-BF
Date de télétransmission : 17/07/2026
Date de réception préfecture : 17/07/2026

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
SECTION D'EXPLOITATION – CHAPITRES	A2

DEPENSES D'EXPLOITATION

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 II	Propositions nouvelles	VOTE (2) III	TOTAL IV = I + II + III
011	Charges à caractère général	245 000,00	0,00	-79 000,00	-79 000,00	166 000,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	270 000,00	0,00	0,00	0,00	270 000,00
014	Atténuations de produits	1 500,00	0,00	79 000,00	79 000,00	80 500,00
65	Autres charges de gestion courante	28 500,00	0,00	0,00	0,00	28 500,00
Total des dépenses de gestion des services		**545 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**545 000,00**
66	Charges financières	14 500,00	0,00	0,00	0,00	14 500,00
67	Charges spécifiques	10 000,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00
68	Dotations aux provisions et dépréciat° (3)	59 500,00		0,00	0,00	59 500,00
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles d'exploitation		**629 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**629 000,00**
023	*Virement à la section d'investissement (5)*	*170 761,47*		*0,00*	*0,00*	*170 761,47*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (5)*	*140 000,00*		*0,00*	*0,00*	*140 000,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (5)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre d'exploitation		***310 761,47***		***0,00***	***0,00***	***310 761,47***
TOTAL		**939 761,47**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**939 761,47**

+

D 002 DEFICIT D'EXPLOITATION REPORTE	0,00

=

TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES	939 761,47

RECETTES D'EXPLOITATION

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 II	Propositions nouvelles	VOTE (2) III	TOTAL IV = I + II + III
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Ventes produits fabriqués, prestations	492 400,00	0,00	0,00	0,00	492 400,00
73	Produits issus de la fiscalité (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Subventions d'exploitation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	134 500,00	0,00	0,00	0,00	134 500,00
Total des recettes de gestion des services		**626 900,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**626 900,00**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises sur provisions et dépréciations (3)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles d'exploitation		**626 900,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**626 900,00**
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (5)*	*110 400,00*		*0,00*	*0,00*	*110 400,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (5)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre d'exploitation		***110 400,00***		***0,00***	***0,00***	***110 400,00***
TOTAL		**737 300,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**737 300,00**

+

R 002 EXCEDENT D'EXPLOITATION REPORTE	202 461,47

=

TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES	939 761,47

Pour information :

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT	200 361,47

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la régie. (Solde de l'opération DE 023 + DE 042 – RE 042)

Accusé de réception en préfecture
066-216601088-20260625-2026-06-25-N02-BF
Date de télétransmission : 17/07/2026
Date de réception préfecture : 17/07/2026

(1) Cf. Modalités de vote I.

(2) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(3) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(4) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.

(5) DE 023 = RI 021 ; DI 040 = RE 042 ; RI 040 = DE 042 ; DE 043 = RE 043.

(6) Ce chapitre existe uniquement en M. 41 et M. 43.

Accusé de réception en préfecture
066-216601088-20260625-2026-06-25-N02-BF
Date de télétransmission : 17/07/2026
Date de réception préfecture : 17/07/2026

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
SECTION D'INVESTISSEMENT – CHAPITRES	A3

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	VOTE (3) III	TOTAL IV = I + II + III
20	Immobilisations incorporelles	3 000,00	0,00	0,00	0,00	3 000,00
21	Immobilisations corporelles	225 269,97	0,00	0,00	0,00	225 269,97
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	129 111,72	0,00	0,00	0,00	129 111,72
	Total des opérations d'équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**357 381,69**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**357 381,69**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	48 000,00	0,00	0,00	0,00	48 000,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses financières		**48 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**48 000,00**
45...	**Total des opérations pour compte de tiers (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des dépenses réelles d'investissement		**405 381,69**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**405 381,69**
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (3)*	*110 400,00*		*0,00*	*0,00*	*110 400,00*
041	*Opérations patrimoniales (3)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre d'investissement		***110 400,00***		***0,00***	***0,00***	***110 400,00***
TOTAL		**515 781,69**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**515 781,69**

+

D 001 SOLDE DEFICITAIRE D'INVESTISSEMENT REPORTE	0,00

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	515 781,69

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	VOTE (3) III	TOTAL IV = I + II + III
13	Subventions d'investissement	129 502,70	0,00	0,00	0,00	129 502,70
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 165)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		**129 502,70**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**129 502,70**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
106	Réserves (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45...	**Total des opérations pour le compte de tiers (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des recettes réelles d'investissement		**129 502,70**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**129 502,70**
021	*Virement de la section d'exploitation (3)*	*170 761,47*		*0,00*	*0,00*	*170 761,47*
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (3)*	*140 000,00*		*0,00*	*0,00*	*140 000,00*
041	*Opérations patrimoniales (3)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre d'investissement		***310 761,47***		***0,00***	***0,00***	***310 761,47***
TOTAL		**440 264,17**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**440 264,17**

Accusé de réception en préfecture
066-216601088-20260625-2025-06-25-N02-BF
Date de télétransmission : 17/07/2026
Date de réception préfecture : 17/07/2026

+

R 001 SOLDE EXCEDENTAIRE D'INVESTISSEMENT REPORTE OU ANTICIPE	75 517,52

	=
TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	515 781,69

Pour information :

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la régie (Solde de l'opération DE 023 + DE 042 – RE 042).

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ PAR LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (7)	200 361,47

(1) Cf. Modalités de vote I.

(2) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(3) DE 023 = RI 021 ; DI 040 = RE 042 ; RI 040 = DE 042 ; DI 041 = RI 041 ; DE 043 = RE 043.

(4) A servir uniquement, en dépense, lorsque la régie effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée et, en recettes, lorsque le service non personnalisé reçoit une dotation en espèces de la part de sa collectivité de rattachement.

(5) Seul le total des opérations réelles pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV-A7).

(6) Le compte 106 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

(7) Solde de l'opération *DE 023 + DE 042 – RE 042* ou solde de l'opération *RI 021 + RI 040 – DI 040.*

Accusé de réception en préfecture
066-216601088-20260625-2026-06-25-N02-BF
Date de télétransmission : 17/07/2026
Date de réception préfecture : 17/07/2026

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
BALANCE GENERALE DU BUDGET	B1

1 – DEPENSES (du présent budget + restes à réaliser)

	EXPLOITATION	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général	-79 000,00		-79 000,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00		0,00
014	Atténuations de produits	79 000,00		79 000,00
60	*Achats et variation des stocks (3)*		*0,00*	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00		0,00
66	Charges financières	0,00	*0,00*	0,00
67	Charges spécifiques	0,00	*0,00*	0,00
68	Dot. Amortist, dépréciat°, provisions	0,00	*0,00*	0,00
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés (4)	0,00		0,00
71	*Production stockée (ou déstockage) (3)*		*0,00*	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*		*0,00*	0,00
	Dépenses d'exploitation – Total	**0,00**	***0,00***	**0,00**

+

D 002 DEFICIT D'EXPLOITATION REPORTE (2)	0,00

=

TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES	0,00

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement reçues	0,00	*0,00*	0,00
14	*Prov. Réglementées, amort. dérogatoires*		*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (5)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	*0,00*	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (6)	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (6)	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (6)	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations (reprises)*		*0,00*	0,00
29	*Dépréciation des immobilisations*		*0,00*	0,00
39	*Dépréciat° des stocks et en-cours*		*0,00*	0,00
45...	Opérations pour compte de tiers (7)	0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à répartir plusieurs exercices*		*0,00*	0,00
3...	Stocks	0,00	*0,00*	0,00
	Dépenses d'investissement – Total	**0,00**	***0,00***	**0,00**

+

D 001 SOLDE DEFICITAIRE D'INVESTISSEMENT REPORTE OU ANTICIPE	0,00

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	0,00

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer les variations de stocks (sauf stocks de marchandises et de fournitures).

(4) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.

(5) Si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(6) Hors chapitres « opérations d'équipement ».

(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).

Accusé de réception en préfecture
066-216601088-20260625-2026-06-25-N02-BF
Date de télétransmission : 17/07/2026
Date de réception préfecture : 17/07/2026

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
BALANCE GENERALE DU BUDGET	B2

2 – RECETTES (du présent budget + restes à réaliser)

	EXPLOITATION	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks (3)*		*0,00*	0,00
70	Ventes produits fabriqués, prestations	0,00		0,00
71	*Production stockée (ou déstockage) (3)*		*0,00*	0,00
72	*Production immobilisée*		*0,00*	0,00
73	Produits issus de la fiscalité (6)	0,00		0,00
74	Subventions d'exploitation	0,00		0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00		0,00
76	Produits financiers	0,00	*0,00*	0,00
77	Produits spécifiques	0,00	*0,00*	0,00
78	Reprise amort., dépreciat° et provisions	0,00	*0,00*	0,00
79	*Transferts de charges*		*0,00*	0,00
	Recettes d'exploitation – Total	**0,00**	***0,00***	**0,00**

+

R 002 EXCEDENT D'EXPLOITATION REPORTE	0,00

=

TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES	0,00

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 106)	0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement reçues	0,00	*0,00*	0,00
14	*Prov. Réglementées, amort. dérogatoires*		*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (4)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	*0,00*	0,00
18	Comptes liaison : affectat° BA, régies	0,00	*0,00*	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	*0,00*	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	*0,00*	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations*		*0,00*	0,00
29	*Dépréciation des immobilisations (4)*		*0,00*	0,00
39	*Dépréciat° des stocks et en-cours (4)*		*0,00*	0,00
45...	Opérations pour compte de tiers (5)	0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à répartir plusieurs exercices*		*0,00*	0,00
491	*Dépréciations des comptes de clients*		*0,00*	0,00
3...	Stocks	0,00	*0,00*	0,00
021	*Virement de la section d'exploitation*		*0,00*	0,00
	Recettes d'investissement – Total	**0,00**	***0,00***	**0,00**

+

R 001 SOLDE EXCEDENTAIRE D'INVESTISSEMENT REPORTE	0,00

+

AFFECTATION AUX COMPTES 106	0,00

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	0,00

Accusé de réception en préfecture
066-216601088-20260625-2026-06-25-N02-BF
Date de télétransmission : 17/07/2026
Date de réception préfecture : 17/07/2026

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer les variations de stocks (sauf stocks de marchandises et de fournitures).

(4) Si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(5) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).

(6) Ce chapitre existe uniquement en M. 41 et en M. 43.

Accusé de réception en préfecture
066-216601088-20260625-2026-06-25-N02-BF
Date de télétransmission : 17/07/2026
Date de réception préfecture : 17/07/2026

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'EXPLOITATION – DETAIL DES DEPENSES	A1

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
011	**Charges à caractère général (5) (6)**	**245 000,00**	**-79 000,00**	**-79 000,00**
6063	Fournitures entretien et petit équipt	20 000,00	-12 000,00	-12 000,00
6064	Fournitures administratives	2 000,00	0,00	0,00
6071	Compteurs	25 000,00	-10 000,00	-10 000,00
613	Locations, droits de passage, servitude	45 000,00	-15 000,00	-15 000,00
61523	Entretien, réparations réseaux	0,00	0,00	0,00
6155	Entretien et réparations biens mobiliers	1 000,00	0,00	0,00
6156	Maintenance	80 000,00	-15 000,00	-15 000,00
618	Divers	6 000,00	-5 000,00	-5 000,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	1 500,00	0,00	0,00
623	Publicité, publicat°, relations publique	2 000,00	0,00	0,00
625	Déplacements, missions et réceptions	500,00	0,00	0,00
627	Services bancaires et assimilés	500,00	0,00	0,00
63711	Redevance pour prélèvement sur la ressou	35 000,00	-10 000,00	-10 000,00
63712	Redevance pour la performance des réseau	23 500,00	-12 000,00	-12 000,00
6378	Autres taxes et redevances	3 000,00	0,00	0,00
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**270 000,00**	**0,00**	**0,00**
6218	Autres personnels extérieurs	5 000,00	0,00	0,00
6410	Rémunérations du personnel	177 000,00	0,00	0,00
6450	Charges sécurité sociale et prévoyance	88 000,00	0,00	0,00
014	**Atténuations de produits (7)**	**1 500,00**	**79 000,00**	**79 000,00**
701249	Reversement redevance agence de l'eau	1 500,00	500,00	500,00
701269	Revers. agence eau - Redev. eau potable	0,00	78 500,00	78 500,00
65	**Autres charges de gestion courante**	**28 500,00**	**0,00**	**0,00**
6518	Autres	8 000,00	0,00	0,00
6541	Créances admises en non-valeur	500,00	0,00	0,00
6542	Créances éteintes	20 000,00	0,00	0,00
TOTAL DES DEPENSES DE GESTION		**545 000,00**	**0,00**	**0,00**
66	**Charges financières (8)**	**14 500,00**	**0,00**	**0,00**
66111	Intérêts réglés à l'échéance	14 500,00	0,00	0,00
67	**Charges spécifiques**	**10 000,00**	**0,00**	**0,00**
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	10 000,00	0,00	0,00
68	**Dotations aux provisions et dépréciat° (9)**	**59 500,00**	**0,00**	**0,00**
6817	Dot. dépréc. actifs circulants	59 500,00	0,00	0,00
69	**Impôts sur les bénéfices et assimilés (10)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL DES DEPENSES REELLES D'EXPLOITATION		**629 000,00**	**0,00**	**0,00**
023	***Virement à la section d'investissement***	***170 761,47***	***0,00***	***0,00***
042	***Opérat° ordre transfert entre sections (11) (12)***	***140 000,00***	***0,00***	***0,00***
6811	*Dot. amort. Immos incorp. et corporelles*	*140 000,00*	*0,00*	*0,00*
TOTAL DES PRELEVEMENTS AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT		***310 761,47***	***0,00***	***0,00***
043	***Opérat° ordre intérieur de la section***	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE		***310 761,47***	***0,00***	***0,00***
TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)		**939 761,47**	**0,00**	**0,00**

+

RESTES A REALISER N-1	0,00

+

D 002 DEFICIT D'EXPLOITATION REPORTE	0,00

=

TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES	0,00

Accusé de réception Préfecture
Date de télétransmission : 17/07/2026
Date de réception préfecture : 17/07/2026

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (8)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
- Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) cf. Modalités de vote I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Le compte 621 est retracé au sein du chapitre 012.

(6) Le compte 634 est uniquement ouvert en M. 41.

(7) Le compte 739 est uniquement ouvert en M. 43.

(8) Le montant des ICNE de l'exercice correspond au montant de l'étape en cours cumulé aux crédits de l'exercice. Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

(9)Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(10) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.

(11) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DE 042 = RI 040.*

(12) Le compte 6815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

Accusé de réception en préfecture
066-216601088-20260625-2026-06-25-N02-BF
Date de télétransmission : 17/07/2026
Date de réception préfecture : 17/07/2026

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'EXPLOITATION – DETAIL DES RECETTES	A2

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
013	**Atténuations de charges (5)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
64198	Autres remboursements	0,00	0,00	0,00
70	**Ventes produits fabriqués, prestations**	**492 400,00**	**0,00**	**0,00**
7011	Eau	340 000,00	0,00	0,00
701261	Redevance sur la consommation d'eau pota	70 000,00	0,00	0,00
70128	Autres taxes et redevances	0,00	0,00	0,00
704	Travaux	0,00	0,00	0,00
7064	Locations de compteurs	74 000,00	0,00	0,00
7068	Autres prestations de services	7 000,00	0,00	0,00
70878	Remb. frais par des tiers	1 400,00	0,00	0,00
73	**Produits issus de la fiscalité (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
74	**Subventions d'exploitation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
75	**Autres produits de gestion courante**	**134 500,00**	**0,00**	**0,00**
7588	Autres	134 500,00	0,00	0,00
	TOTAL DES RECETTES DE GESTION COURANTE	**626 900,00**	**0,00**	**0,00**
76	**Produits financiers (b)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
77	**Produits spécifiques (c)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
778	Autres produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00
78	**Reprises sur provisions et dépréciations (d) (7)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	TOTAL DES RECETTES REELLES D'EXPLOITATION	**626 900,00**	**0,00**	**0,00**
042	***Opérat° ordre transfert entre sections (8) (9)***	***110 400,00***	***0,00***	***0,00***
747	*Quote-part subv invest transf cpte résul*	*110 400,00*	*0,00*	*0,00*
043	***Opérat° ordre intérieur de la section (8)***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
	TOTAL DES RECETTES D'ORDRE	***110 400,00***	***0,00***	***0,00***
	TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)	**737 300,00**	**0,00**	**0,00**

+

RESTES A REALISER N-1	**0,00**

+

R 002 EXCEDENT D'EXPLOITATION REPORTE	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES	**0,00**

Détail du calcul des ICNE au compte 7622 (10)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
- Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(2) cf. Modalités de vote I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Le compte 699 n'existe pas en M. 49.

(6) Ce chapitre existe uniquement en M. 41 et M. 43.

(7)Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(8) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *RE 042 = DI 040, RE 043 = DE 043.*

(9) Le compte 7815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(10) Le montant des ICNE de l'exercice correspond au montant de l'étape en cours cumulé aux crédits de l'exercice. Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 7622 sera négatif.

Accusé de réception en préfecture
066-216601088-20260625-2026-06-25-N02-BF
Date de télétransmission : 17/07/2026
Date de réception préfecture : 17/07/2026

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES DEPENSES	B1

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
20	**Immobilisations incorporelles (hors opérations)**	**3 000,00**	**0,00**	**0,00**
203	Frais d'études, recherche, développement	3 000,00	0,00	0,00
21	**Immobilisations corporelles (hors opérations)**	**225 269,97**	**0,00**	**0,00**
2156	Matériel spécifique d'exploitation	135 273,22	0,00	0,00
2158	Autres Instal. matériel, outil. techniq.	89 996,75	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (hors opérations)**	**129 111,72**	**0,00**	**0,00**
2315	Installat°, matériel et outillage techni	129 111,72	0,00	0,00
	Total des dépenses d'équipement	**357 381,69**	**0,00**	**0,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**48 000,00**	**0,00**	**0,00**
1641	Emprunts en euros	48 000,00	0,00	0,00
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des dépenses financières	**48 000,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des dépenses d'opérations pour compte de tiers	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	TOTAL DEPENSES REELLES	**405 381,69**	**0,00**	**0,00**
040	***Opérat° ordre transfert entre sections (7) (8)***	***110 400,00***	***0,00***	***0,00***
	Reprises sur autofinancement antérieur	***110 400,00***	***0,00***	***0,00***
13918	*des tiers*	*105 900,00*	*0,00*	*0,00*
13933	*Sub. transf cpte résult. P.A.E.*	*4 500,00*	*0,00*	*0,00*
	Charges transférées	***0,00***	***0,00***	***0,00***
041	***Opérations patrimoniales (9)***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
	TOTAL DEPENSES D'ORDRE	***110 400,00***	***0,00***	***0,00***
	TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des dépenses réelles et d'ordre)	**515 781,69**	**0,00**	**0,00**

+

RESTES A REALISER N-1	**0,00**

+

D 001 SOLDE DEFICITAIRE D'INVESTISSEMENT REPORTE	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**0,00**

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(2) cf. Modalités de vote, I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Voir état III B 3 pour le détail des opérations d'équipement.

(6) Voir annexe IV A7 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 040 = RE 042.*

(8) Le compte 15…2 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(9) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 041 = RI 041.*

Accusé de réception en préfecture
066-216601088-20260625-2026-06-25-N02-BF
Date de télétransmission : 17/07/2026
Date de réception préfecture : 17/07/2026

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES RECETTES	B2

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
13	**Subventions d'investissement**	**129 502,70**	**0,00**	**0,00**
1318	des tiers	129 502,70	0,00	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées (hors 165)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des recettes d'équipement	**129 502,70**	**0,00**	**0,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1068	Autres réserves	0,00	0,00	0,00
165	**Dépôts et cautionnements reçus**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des recettes financières	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des recettes d'opérations pour compte de tiers	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	TOTAL RECETTES REELLES	**129 502,70**	**0,00**	**0,00**
021	***Virement de la section d'exploitation***	***170 761,47***	***0,00***	***0,00***
040	***Opérat° ordre transfert entre sections (6) (7)***	***140 000,00***	***0,00***	***0,00***
2803	*Frais d'études, recherche et dévelop.*	*21 000,00*	*0,00*	*0,00*
2805	*Licences, logiciels, droits similaires*	*500,00*	*0,00*	*0,00*
2812	*Agencements, aménagements de terrains*	*19 500,00*	*0,00*	*0,00*
2813	*Constructions*	*5 000,00*	*0,00*	*0,00*
28156	*Matériel spécifique d'exploitation*	*1 500,00*	*0,00*	*0,00*
28158	*Autres matériels, outillage technique*	*91 500,00*	*0,00*	*0,00*
2818	*Autres immobilisations corporelles*	*1 000,00*	*0,00*	*0,00*
TOTAL DES PRELEVEMENTS PROVENANT DE LA SECTION D'EXPLOITATION		***310 761,47***	***0,00***	***0,00***
041	***Opérations patrimoniales (8)***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
	TOTAL RECETTES D'ORDRE	***310 761,47***	***0,00***	***0,00***
	TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des recettes réelles et d'ordre)	**440 264,17**	**0,00**	**0,00**

+

RESTES A REALISER N-1	**0,00**

+

R 001 SOLDE EXCEDENTAIRE D'INVESTISSEMENT REPORTE	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**0,00**

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(2) cf. Modalités de vote, I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Voir annexe IV A7 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(6) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, R*I 040 = DE 042.*

(7) Le compte 15…2 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(8) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, D*I 041 = RI 041.*

Accusé de réception en préfecture
066-216601088-20260625-2026-06-25-N02-BF
Date de télétransmission : 17/07/2026
Date de réception préfecture : 17/07/2026

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

Cet état ne contient pas d'information.

Accusé de réception en préfecture
066-216601088-20260625-2026-06-25-N02-BF
Date de télétransmission : 17/07/2026
Date de réception préfecture : 17/07/2026

03. REGIE DES EAUX. BUDGET ANNEXE DE L'ASSANISSEMENT. DECISION MODIFICATIVE N° 01.

L'article 101 de la Loi Finances n°2023-1322 du 29 décembre 2023 a modifié les redevances de l'Agence de l'Eau.
Un montant de 1 000€ pour le paiement de l'ancienne redevance pour modernisation des réseaux a été prévue au budget au chapitre 014 « Atténuation de produits » (article 706129). Le montant des dépenses est de 1 029€.
Cette décision modificative n°01 permet d'ajuster les chapitres sans modifications sur les totaux en dépenses et en recettes sur la section d'exploitation.
Le Conseil d'Exploitation de la Régie des Eaux s'est réuni le 23 juin 2026 et a émis un avis favorable.

Approuvé à l'unanimité.

Le Maire,

Acte télétransmis en sous-préfecture le 17.07.2026
Réceptionné le 17.07.2026
Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire du présent acte.
Affiché le 21.07.2026

Informe que l'article 101 de la Loi Finances n°2023-1322 du 29 décembre 2023 a modifié les redevances de l'Agence de l'Eau,

Fait part qu'une somme de 1 000 € pour le paiement de l'ancienne redevance pour modernisation des réseaux a été prévue au budget au chapitre 014 « Atténuation de produits » (article 706129),

Précise que le montant réel des dépenses est de 1 029 €,

Propose une décision modificative n°01 permettant d'ajuster les chapitres sans modifications sur les totaux en dépenses et en recettes sur la section d'exploitation,

***CONSIDERANT** l'avis favorable, émis par le Conseil d'Exploitation de la Régie des Eaux, le 23 juin 2026,*

Le Conseil Municipal,

OUÏ le Maire,

Après en avoir délibéré, à l'unanimité,

***EMET** un avis favorable à la décision modificative budgétaire n°01 du budget annexe de l'assainissement relative à l'exercice 2026, comme annexée à la présente délibération,*

***HABILITE** le Maire à signer tous documents et à faire toutes diligences utiles à l'exécution de la présente délibération,*

REPUBLIQUE FRANÇAISE

MILLAS

Numéro SIRET : 21660108800083
Poste comptable : SERVICE DE GESTION COMPTABLE DE PRADES

Décision modificative N°1
relatif à l'exercice 2026

Budget annexe : SERVICE PUBLIC ASSAINISSEMENT

Instruction budgétaire et comptable M.49(1)
applicable aux services publics industriels et commerciaux locaux

(1) Précision plan de comptes utilisé : M. 4, M. 41, M. 43 ou M. 49.

Accusé de réception en préfecture
066-216601088-20260625-2026-06-25-N03-BF
Date de télétransmission : 17/07/2026
Date de réception préfecture : 17/07/2026

Sommaire

I - Informations générales

Modalités de vote du budget 3

II - Présentation générale du budget

A1 - Vue d'ensemble - Sections 4
A2 - Vue d'ensemble - Section d'exploitation - Chapitres 5
A3 - Vue d'ensemble - Section d'investissement - Chapitres 7
B1 - Balance générale du budget - Dépenses 9
B2 - Balance générale du budget - Recettes 10

III - Vote du budget

A1 - Section d'exploitation - Détail des dépenses 12
A2 - Section d'exploitation - Détail des recettes 14
B1 - Section d'investissement - Détail des dépenses 15
B2 - Section d'investissement - Détail des recettes 16
B3 - Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles 17

IV - Annexes

A - Eléments du bilan

A1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie Sans Objet
A1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette Sans Objet
A1.3 - Etat de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux Sans Objet
A1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours Sans Objet
A1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture Sans Objet
A1.6 - Etat de la dette - Autres dettes Sans Objet
A2 - Méthodes utilisées pour les amortissements Sans Objet
A3.1 - Etat des provisions et des dépréciations Sans Objet
A3.2 - Etalement des provisions Sans Objet
A4.1 - Equilibre des opérations financières Sans Objet
A4.2 - Equilibre des opérations financières - Dépenses Sans Objet
A4.3 - Equilibre des opérations financières - Recettes Sans Objet
A5.1.1 - Etat de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Exploitation (1) Sans Objet
A5.1.2 - Etat de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (1) Sans Objet
A5.2.1 - Etat de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Exploitation (1) Sans Objet
A5.2.2 - Etat de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Investissement (1) Sans Objet
A6 - Etat des charges transférées Sans Objet
A7 - Détail des opérations pour compte de tiers Sans Objet

B - Engagements hors bilan

B1.1 - Etat des emprunts garantis par la régie Sans Objet
B1.2 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux garanties d'emprunt Sans Objet
B1.3 - Subventions versées dans le cadre du vote du budget Sans Objet
B1.4 - Etat des contrats de crédit-bail Sans Objet
B1.5 - Etat des marchés de partenariat Sans Objet
B1.6 - Etat des autres engagements donnés Sans Objet
B1.7 - Etat des engagements reçus Sans Objet
B2.1 - Etat des autorisations de programme et des crédits de paiement afférents Sans Objet
B2.2 - Etat des autorisations d'engagement et des crédits de paiement afférents Sans Objet

C - Autres éléments d'informations

C1.1 - Etat du personnel Sans Objet
C1.2 - Etat du personnel de la collectivité ou de l'établissement de rattachement employé par la régie Sans Objet
C2 - Liste des organismes dans lesquels a été pris un engagement financier (2) Sans Objet
C3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe (3) Sans Objet

D - Arrêté et signatures

D - Arrêté et signatures 18

Nota. -Préciser, pour chaque annexe, si l'état est sans objet le cas échéant.

(1) Ces états ne sont obligatoires que pour les régies rattachées à des communes et groupements de communes de moins de 3 000 habitants ayant décidé d'établir un budget unique pour leurs services de distribution d'eau potable et d'assainissement dans les conditions fixées par l'article L. 2224-6 du CGCT. Ils n'existent qu'en M. 49.

(2) Ces états ne sont obligatoires que pour les régies rattachées à des communes de 3 500 habitants et plus (art. L. 2313-1 du CGCT), sauf lorsque la régie est rattachée à une commune de 3 500 habitants.

(3) Uniquement pour les services dotés de l'autonomie financière et de la personnalité morale.

Accusé de réception en préfecture
Date de télétransmission : 17/07/2026
Date de réception préfecture : 17/07/2026

I – INFORMATIONS GENERALES	I
MODALITES DE VOTE DU BUDGET	

I – L'assemblée délibérante a voté le présent budget :
- au niveau du chapitre pour la section de fonctionnement ;
- au niveau du chapitre pour la section d'investissement ;
- sans les chapitres « opérations d'équipement ».

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, et, en section d'investissement, sans chapitre de dépense « opération d'équipement ».

III – Conformément à l'article L. 1612-28 du code général des collectivités territoriales (CGCT), l'assemblée délibérante autorise le président à opérer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel, dans les limites suivantes :
- Fonctionnement : 7.5% (maximum 7,5 %)
- Investissement : 7.5% (maximum 7,5 %)

IV – Les provisions sont semi-budgétaires (pas d'inscriptions en recettes de la section d'investissement) .

V – La comparaison s'effectue par rapport au budget cumulé de l'exercice.

VI – Le présent budget a été voté sans reprise des résultats de l'exercice N-1.

Accusé de réception en préfecture
066-216601088-20260625-2026-06-25-N03-BF
Date de télétransmission : 17/07/2026
Date de réception préfecture : 17/07/2026

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

VUE D'ENSEMBLE — A1

EXPLOITATION

		DEPENSES DE LA SECTION D'EXPLOITATION	RECETTES DE LASECTION D'EXPLOITATION
VOTE	CREDITS DE FONCTIONNEMENT VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (1)	0,00	0,00
	+	+	+
REPORTS	RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT (2)	0,00	0,00
REPORTS	002 RESULTAT D'EXPLOITATION REPORTE	(si déficit) 0,00	(si excédent) 0,00
	=	=	=
	TOTAL DE LA SECTION D'EXPLOITATION (3)	0,00	0,00

INVESTISSEMENT

		DEPENSES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT	RECETTES DE LASECTION D'INVESTISSEMENT
VOTE	CREDITS D'INVESTISSEMENT (1) VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (y compris les comptes 1064 et 1068)	0,00	0,00
	+	+	+
REPORTS	RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT (2)	0,00	0,00
REPORTS	001 SOLDE D'EXECUTION DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT REPORTE	(si solde négatif) 0,00	(si solde positif) 0,00
	=	=	=
	TOTAL DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (3)	0,00	0,00

TOTAL

TOTAL DU BUDGET (3)	0,00	0,00

(1) Crédits votés uniquement lors de cette étape budgétaire (sans prise en compte des précédents mouvements de crédits de l'exercices).

(2) Pour la section d'exploitation, les RAR sont constitués par l'ensemble des dépenses engagées et n'ayant pas donné lieu à service fait au 31 décembre de l'exercice précédent. En recettes, il s'agit des recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

Pour la section d'investissement, les RAR correspondent aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(3) Total de la section d'exploitation = RAR + résultat reporté + crédits d'exploitation votés.
Total de la section d'investissement = RAR + solde d'exécution reporté + crédits d'investissement votés.
Total du budget = Total de la section d'exploitation + Total de la section d'investissement.

Accusé de réception en préfecture
066-216601088-20260625-2026-06-25-N03-BF
Date de télétransmission : 17/07/2026
Date de réception préfecture : 17/07/2026

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

SECTION D'EXPLOITATION – CHAPITRES — A2

DEPENSES D'EXPLOITATION

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 II	Propositions nouvelles	VOTE (2) III	TOTAL IV = I + II + III
011	Charges à caractère général	263 044,47	0,00	-3 000,00	-3 000,00	260 044,47
012	Charges de personnel, frais assimilés	112 500,00	0,00	0,00	0,00	112 500,00
014	Atténuations de produits	1 000,00	0,00	3 000,00	3 000,00	4 000,00
65	Autres charges de gestion courante	16 000,00	0,00	0,00	0,00	16 000,00
Total des dépenses de gestion des services		**392 544,47**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**392 544,47**
66	Charges financières	18 000,00	0,00	0,00	0,00	18 000,00
67	Charges spécifiques	10 000,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00
68	Dotations aux provisions et dépréciat° (3)	59 000,00		0,00	0,00	59 000,00
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles d'exploitation		**479 544,47**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**479 544,47**
023	*Virement à la section d'investissement (5)*	*228 765,01*		*0,00*	*0,00*	*228 765,01*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (5)*	*146 000,00*		*0,00*	*0,00*	*146 000,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (5)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre d'exploitation		***374 765,01***		***0,00***	***0,00***	***374 765,01***
TOTAL		**854 309,48**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**854 309,48**

+

D 002 DEFICIT D'EXPLOITATION REPORTE	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES	**854 309,48**

RECETTES D'EXPLOITATION

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 II	Propositions nouvelles	VOTE (2) III	TOTAL IV = I + II + III
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Ventes produits fabriqués, prestations	413 662,15	0,00	0,00	0,00	413 662,15
73	Produits issus de la fiscalité (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Subventions d'exploitation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes de gestion des services		**413 662,15**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**413 662,15**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises sur provisions et dépréciations (3)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles d'exploitation		**413 662,15**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**413 662,15**
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (5)*	*96 900,00*		*0,00*	*0,00*	*96 900,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (5)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre d'exploitation		***96 900,00***		***0,00***	***0,00***	***96 900,00***
TOTAL		**510 562,15**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**510 562,15**

+

R 002 EXCEDENT D'EXPLOITATION REPORTE	**343 747,33**

=

TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES	**854 309,48**

Pour information :

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT	**277 865,01**

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement, nécessaires au remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la régie. (Solde de l'opération DE 023 + DE 042 – RE 042)

066-216601088-20260625-2026-06-25-N03-BF
Date de télétransmission : 17/07/2026
Date de réception préfecture : 17/07/2026

(1) Cf. Modalités de vote I.

(2) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(3) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(4) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.

(5) DE 023 = RI 021 ; DI 040 = RE 042 ; RI 040 = DE 042 ; DE 043 = RE 043.

(6) Ce chapitre existe uniquement en M. 41 et M. 43.

Accusé de réception en préfecture
066-216601088-20260625-2026-06-25-N03-BF
Date de télétransmission : 17/07/2026
Date de réception préfecture : 17/07/2026

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

SECTION D'INVESTISSEMENT – CHAPITRES — A3

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	VOTE (3) III	TOTAL IV = I + II + III
20	Immobilisations incorporelles	3 000,00	0,00	0,00	0,00	3 000,00
21	Immobilisations corporelles	258 650,98	0,00	0,00	0,00	258 650,98
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	72 890,51	0,00	0,00	0,00	72 890,51
	Total des opérations d'équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**334 541,49**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**334 541,49**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	79 000,00	0,00	0,00	0,00	79 000,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses financières		**79 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**79 000,00**
45...	**Total des opérations pour compte de tiers (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des dépenses réelles d'investissement		**413 541,49**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**413 541,49**
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (3)*	*96 900,00*		*0,00*	*0,00*	*96 900,00*
041	*Opérations patrimoniales (3)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre d'investissement		***96 900,00***		***0,00***	***0,00***	***96 900,00***
TOTAL		**510 441,49**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**510 441,49**

+

D 001 SOLDE DEFICITAIRE D'INVESTISSEMENT REPORTE	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**510 441,49**

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	VOTE (3) III	TOTAL IV = I + II + III
13	Subventions d'investissement	69 114,23	0,00	0,00	0,00	69 114,23
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 165)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		**69 114,23**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**69 114,23**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
106	Réserves (6)	47 528,06	0,00	0,00	0,00	47 528,06
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		**47 528,06**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**47 528,06**
45...	**Total des opérations pour le compte de tiers (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des recettes réelles d'investissement		**116 642,29**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**116 642,29**
021	*Virement de la section d'exploitation (3)*	*228 765,01*		*0,00*	*0,00*	*228 765,01*
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (3)*	*146 000,00*		*0,00*	*0,00*	*146 000,00*
041	*Opérations patrimoniales (3)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre d'investissement		***374 765,01***		***0,00***	***0,00***	***374 765,01***
TOTAL		**491 407,30**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**491 407,30**

Accusé de réception en préfecture
066-216601088-20260625-2026-06-25-N02-BF
Date de télétransmission : 17/07/2026
Date de réception préfecture : 17/07/2026

	+
R 001 SOLDE EXCEDENTAIRE D'INVESTISSEMENT REPORTE OU ANTICIPE	19 034,19
	=
TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	510 441,49

Pour information :

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la régie (Solde de l'opération DE 023 + DE 042 – RE 042).

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ PAR LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (7)	**277 865,01**

(1) Cf. Modalités de vote I.

(2) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(3) DE 023 = RI 021 ; DI 040 = RE 042 ; RI 040 = DE 042 ; DI 041 = RI 041 ; DE 043 = RE 043.

(4) A servir uniquement, en dépense, lorsque la régie effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée et, en recettes, lorsque le service non personnalisé reçoit une dotation en espèces de la part de sa collectivité de rattachement.

(5) Seul le total des opérations réelles pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV-A7).

(6) Le compte 106 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

(7) Solde de l'opération *DE 023 + DE 042 – RE 042* ou solde de l'opération *RI 021 + RI 040 – DI 040.*

Accusé de réception en préfecture
066-216601088-20260625-2026-06-25-N03-BF
Date de télétransmission : 17/07/2026
Date de réception préfecture : 17/07/2026

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

BALANCE GENERALE DU BUDGET — B1

1 – DEPENSES (du présent budget + restes à réaliser)

	EXPLOITATION	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général	-3 000,00		-3 000,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00		0,00
014	Atténuations de produits	3 000,00		3 000,00
60	*Achats et variation des stocks (3)*		*0,00*	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00		0,00
66	Charges financières	0,00	*0,00*	0,00
67	Charges spécifiques	0,00	*0,00*	0,00
68	Dot. Amortist, dépréciat°, provisions	0,00	*0,00*	0,00
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés (4)	0,00		0,00
71	*Production stockée (ou déstockage) (3)*		*0,00*	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*		*0,00*	0,00
	Dépenses d'exploitation – Total	**0,00**	***0,00***	**0,00**

+

D 002 DEFICIT D'EXPLOITATION REPORTE (2)	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES	**0,00**

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement reçues	0,00	*0,00*	0,00
14	*Prov. Réglementées, amort. dérogatoires*		*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (5)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	*0,00*	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (6)	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (6)	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (6)	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations (reprises)*		*0,00*	0,00
29	*Dépréciation des immobilisations*		*0,00*	0,00
39	*Dépréciat° des stocks et en-cours*		*0,00*	0,00
45...	Opérations pour compte de tiers (7)	0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à répartir plusieurs exercices*		*0,00*	0,00
3...	Stocks	0,00	*0,00*	0,00
	Dépenses d'investissement – Total	**0,00**	***0,00***	**0,00**

+

D 001 SOLDE DEFICITAIRE D'INVESTISSEMENT REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**0,00**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer les variations de stocks (sauf stocks de marchandises et de fournitures).

(4) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.

(5) Si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(6) Hors chapitres « opérations d'équipement ».

Accusé de réception en préfecture
066-216601088-20260625-2026-06-25-N03-BF
Date de télétransmission : 17/07/2026
Date de réception préfecture : 17/07/2026

(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).

Accusé de réception en préfecture
066-216601088-20260625-2026-06-25-N03-BF
Date de télétransmission : 17/07/2026
Date de réception préfecture : 17/07/2026

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

BALANCE GENERALE DU BUDGET — B2

2 – RECETTES (du présent budget + restes à réaliser)

	EXPLOITATION	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks (3)*		*0,00*	0,00
70	Ventes produits fabriqués, prestations	0,00		0,00
71	*Production stockée (ou déstockage) (3)*		*0,00*	0,00
72	*Production immobilisée*		*0,00*	0,00
73	Produits issus de la fiscalité (6)	0,00		0,00
74	Subventions d'exploitation	0,00		0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00		0,00
76	Produits financiers	0,00	*0,00*	0,00
77	Produits spécifiques	0,00	*0,00*	0,00
78	Reprise amort., dépreciat° et provisions	0,00	*0,00*	0,00
79	*Transferts de charges*		*0,00*	0,00
	Recettes d'exploitation – Total	**0,00**	***0,00***	**0,00**

\+

R 002 EXCEDENT D'EXPLOITATION REPORTE	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES	**0,00**

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 106)	0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement reçues	0,00	*0,00*	0,00
14	*Prov. Réglementées, amort. dérogatoires*		*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (4)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	*0,00*	0,00
18	Comptes liaison : affectat° BA, régies	0,00	*0,00*	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	*0,00*	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	*0,00*	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations*		*0,00*	0,00
29	*Dépréciation des immobilisations (4)*		*0,00*	0,00
39	*Dépréciat° des stocks et en-cours (4)*		*0,00*	0,00
45…	Opérations pour compte de tiers (5)	0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à répartir plusieurs exercices*		*0,00*	0,00
491	*Dépréciations des comptes de clients*		*0,00*	0,00
3…	Stocks	0,00	*0,00*	0,00
021	*Virement de la section d'exploitation*		*0,00*	0,00
	Recettes d'investissement – Total	**0,00**	***0,00***	**0,00**

\+

R 001 SOLDE EXCEDENTAIRE D'INVESTISSEMENT REPORTE	**0,00**

\+

AFFECTATION AUX COMPTES 106	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**0,00**

Accusé de réception en préfecture
034-213402602-20260625-2026-06-25-N03-BF
Date de télétransmission : 17/07/2026
Date de réception préfecture : 17/07/2026

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer les variations de stocks (sauf stocks de marchandises et de fournitures).

(4) Si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(5) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).

(6) Ce chapitre existe uniquement en M. 41 et en M. 43.

Accusé de réception en préfecture
066-216601088-20260625-2026-06-25-N03-BF
Date de télétransmission : 17/07/2026
Date de réception préfecture : 17/07/2026

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'EXPLOITATION – DETAIL DES DEPENSES — A1

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
011	**Charges à caractère général (5) (6)**	**263 044,47**	**-3 000,00**	**-3 000,00**
6063	Fournitures entretien et petit équipt	2 000,00	0,00	0,00
6064	Fournitures administratives	1 000,00	0,00	0,00
613	Locations, droits de passage, servitude	22 000,00	0,00	0,00
6155	Entretien et réparations biens mobiliers	0,00	0,00	0,00
6156	Maintenance	226 044,47	-3 000,00	-3 000,00
623	Publicité, publicat°, relations publique	2 000,00	0,00	0,00
63713	Redevance pour la performance des systèm	10 000,00	0,00	0,00
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**112 500,00**	**0,00**	**0,00**
6410	Rémunérations du personnel	112 500,00	0,00	0,00
014	**Atténuations de produits (7)**	**1 000,00**	**3 000,00**	**3 000,00**
706129	Reverst redevance modernisat° agence eau	1 000,00	3 000,00	3 000,00
65	**Autres charges de gestion courante**	**16 000,00**	**0,00**	**0,00**
6541	Créances admises en non-valeur	5 000,00	0,00	0,00
6542	Créances éteintes	10 000,00	0,00	0,00
6588	Autres ch. diverses de gestion courante	1 000,00	0,00	0,00
	TOTAL DES DEPENSES DE GESTION	**392 544,47**	**0,00**	**0,00**
66	**Charges financières (8)**	**18 000,00**	**0,00**	**0,00**
66111	Intérêts réglés à l'échéance	18 000,00	0,00	0,00
67	**Charges spécifiques**	**10 000,00**	**0,00**	**0,00**
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	10 000,00	0,00	0,00
68	**Dotations aux provisions et dépréciat° (9)**	**59 000,00**	**0,00**	**0,00**
6817	Dot. dépréc. actifs circulants	59 000,00	0,00	0,00
69	**Impôts sur les bénéfices et assimilés (10)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	TOTAL DES DEPENSES REELLES D'EXPLOITATION	**479 544,47**	**0,00**	**0,00**
023	***Virement à la section d'investissement***	***228 765,01***	***0,00***	***0,00***
042	***Opérat° ordre transfert entre sections (11) (12)***	***146 000,00***	***0,00***	***0,00***
6811	*Dot. amort. Immos incorp. et corporelles*	*145 800,00*	*0,00*	*0,00*
6862	*Dot. amort. charges financ. à répartir*	*200,00*	*0,00*	*0,00*
	TOTAL DES PRELEVEMENTS AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT	***374 765,01***	***0,00***	***0,00***
043	***Opérat° ordre intérieur de la section***	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE	***374 765,01***	***0,00***	***0,00***
	TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)	**854 309,48**	**0,00**	**0,00**

+

RESTES A REALISER N-1	**0,00**

+

D 002 DEFICIT D'EXPLOITATION REPORTE	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES	**0,00**

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (8)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
- Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

Accusé de réception en préfecture
066-216601088-20260625-2026-06-25-N03-BF
Date de télétransmission : 17/07/2026
Date de réception préfecture : 17/07/2026

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) cf. Modalités de vote I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Le compte 621 est retracé au sein du chapitre 012.

(6) Le compte 634 est uniquement ouvert en M. 41.

(7) Le compte 739 est uniquement ouvert en M. 43.

(8) Le montant des ICNE de l'exercice correspond au montant de l'étape en cours cumulé aux crédits de l'exercice. Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

(9)Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(10) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.

(11) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DE 042 = RI 040.*

(12) Le compte 6815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

Accusé de réception en préfecture
066-216601088-20260625-2026-06-25-N03-BF
Date de télétransmission : 17/07/2026
Date de réception préfecture : 17/07/2026

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'EXPLOITATION – DETAIL DES RECETTES — A2

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
013	**Atténuations de charges (5)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
70	**Ventes produits fabriqués, prestations**	**413 662,15**	**0,00**	**0,00**
704	Travaux	31 062,15	0,00	0,00
70611	Redevance d'assainissement collectif	382 600,00	0,00	0,00
7068	Autres prestations de services	0,00	0,00	0,00
73	**Produits issus de la fiscalité (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
74	**Subventions d'exploitation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
75	**Autres produits de gestion courante**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
7588	Autres	0,00	0,00	0,00
	TOTAL DES RECETTES DE GESTION COURANTE	**413 662,15**	**0,00**	**0,00**
76	**Produits financiers (b)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
77	**Produits spécifiques (c)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
78	**Reprises sur provisions et dépréciations (d) (7)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	TOTAL DES RECETTES REELLES D'EXPLOITATION	**413 662,15**	**0,00**	**0,00**
042	***Opérat° ordre transfert entre sections (8) (9)***	***96 900,00***	***0,00***	***0,00***
747	*Quote-part subv invest transf cpte résul*	*96 900,00*	*0,00*	*0,00*
043	***Opérat° ordre intérieur de la section (8)***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
	TOTAL DES RECETTES D'ORDRE	***96 900,00***	***0,00***	***0,00***
	TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)	**510 562,15**	**0,00**	**0,00**

\+

RESTES A REALISER N-1	**0,00**

\+

R 002 EXCEDENT D'EXPLOITATION REPORTE	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES	**0,00**

Détail du calcul des ICNE au compte 7622 (10)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
- Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(2) cf. Modalités de vote I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Le compte 699 n'existe pas en M. 49.

(6) Ce chapitre existe uniquement en M. 41 et M. 43.

(7)Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(8) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *RE 042 = DI 040, RE 043 = DE 043.*

(9) Le compte 7815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(10) Le montant des ICNE de l'exercice correspond au montant de l'étape en cours cumulé aux crédits de l'exercice. Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 7622 sera négatif.

Accusé de réception en préfecture
066-216601088-20260625-2026-06-25-N03-BF
Date de télétransmission : 17/07/2026
Date de réception préfecture : 17/07/2026

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES DEPENSES — B1

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
20	**Immobilisations incorporelles (hors opérations)**	**3 000,00**	**0,00**	**0,00**
203	Frais d'études, recherche, développement	3 000,00	0,00	0,00
21	**Immobilisations corporelles (hors opérations)**	**258 650,98**	**0,00**	**0,00**
2158	Autres Instal. matériel, outil. techniq.	258 650,98	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (hors opérations)**	**72 890,51**	**0,00**	**0,00**
2315	Installat°, matériel et outillage techni	72 890,51	0,00	0,00
	Total des dépenses d'équipement	**334 541,49**	**0,00**	**0,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**79 000,00**	**0,00**	**0,00**
1641	Emprunts en euros	79 000,00	0,00	0,00
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des dépenses financières	**79 000,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des dépenses d'opérations pour compte de tiers	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	TOTAL DEPENSES REELLES	**413 541,49**	**0,00**	**0,00**
040	***Opérat° ordre transfert entre sections (7) (8)***	***96 900,00***	***0,00***	***0,00***
	Reprises sur autofinancement antérieur	***96 900,00***	***0,00***	***0,00***
13918	*des tiers*	*95 600,00*	*0,00*	*0,00*
13933	*Sub. transf cpte résult. P.A.E.*	*1 300,00*	*0,00*	*0,00*
	Charges transférées	***0,00***	***0,00***	***0,00***
041	***Opérations patrimoniales (9)***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
	TOTAL DEPENSES D'ORDRE	***96 900,00***	***0,00***	***0,00***
	TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des dépenses réelles et d'ordre)	**510 441,49**	**0,00**	**0,00**

+

RESTES A REALISER N-1	**0,00**

+

D 001 SOLDE DEFICITAIRE D'INVESTISSEMENT REPORTE	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**0,00**

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(2) cf. Modalités de vote, I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Voir état III B 3 pour le détail des opérations d'équipement.

(6) Voir annexe IV A7 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 040 = RE 042.*

(8) Le compte 15…2 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(9) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 041 = RI 041.*

Accusé de réception en préfecture
066-216601088-20260625-2026-06-25-N03-BF
Date de télétransmission : 17/07/2026
Date de réception préfecture : 17/07/2026

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES RECETTES — B2

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
13	**Subventions d'investissement**	**69 114,23**	**0,00**	**0,00**
1318	des tiers	69 114,23	0,00	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées (hors 165)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des recettes d'équipement	**69 114,23**	**0,00**	**0,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**47 528,06**	**0,00**	**0,00**
1068	Autres réserves	47 528,06	0,00	0,00
165	**Dépôts et cautionnements reçus**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des recettes financières	**47 528,06**	**0,00**	**0,00**
	Total des recettes d'opérations pour compte de tiers	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	TOTAL RECETTES REELLES	**116 642,29**	**0,00**	**0,00**
021	***Virement de la section d'exploitation***	***228 765,01***	***0,00***	***0,00***
040	***Opérat° ordre transfert entre sections (6) (7)***	***146 000,00***	***0,00***	***0,00***
2803	*Frais d'études, recherche et dévelop.*	*19 700,00*	*0,00*	*0,00*
2812	*Agencements, aménagements de terrains*	*8 900,00*	*0,00*	*0,00*
28158	*Autres matériels, outillage technique*	*117 000,00*	*0,00*	*0,00*
2818	*Autres immobilisations corporelles*	*200,00*	*0,00*	*0,00*
4817	*Pénalités de renégociation de la dette*	*200,00*	*0,00*	*0,00*
	TOTAL DES PRELEVEMENTS PROVENANT DE LA SECTION D'EXPLOITATION	***374 765,01***	***0,00***	***0,00***
041	***Opérations patrimoniales (8)***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
	TOTAL RECETTES D'ORDRE	***374 765,01***	***0,00***	***0,00***
	TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des recettes réelles et d'ordre)	**491 407,30**	**0,00**	**0,00**

\+

RESTES A REALISER N-1	**0,00**

\+

R 001 SOLDE EXCEDENTAIRE D'INVESTISSEMENT REPORTE	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**0,00**

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(2) cf. Modalités de vote, I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Voir annexe IV A7 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(6) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, R*I 040 = DE 042.*

(7) Le compte 15…2 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(8) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, D*I 041 = RI 041.*

Accusé de réception en préfecture
066-216601088-20260625-2026-06-25-N03-BF
Date de télétransmission : 17/07/2026
Date de réception préfecture : 17/07/2026

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

Cet état ne contient pas d'information.

Accusé de réception en préfecture
066-216601088-20260625-2026-06-25-N03-BF
Date de télétransmission : 17/07/2026
Date de réception préfecture : 17/07/2026

04. DELEGATION DU CONSEIL MUNICIPAL AU MAIRE. COMPLEMENT A LA DELIBERATION 2026-04-07-N24 DU 7 AVRIL 2026. PORTANT SUR LE POINT 16° DE L'ARTICLE L 2122-22 DU C.G.C.T.

Par délibération 2026-04-07-N24 du 7 avril 2026, le Conseil Municipal accordait à M. le Maire une délégation de pouvoir en application des articles L 2122-22 et L 2122-23 CGCT, afin notamment de faciliter la bonne marche de l'administration communale.
Les articles susvisés permettent au maire d'intenter au nom de la commune les actions justice et de défendre la commune dans les actions intentées contre elle, et ce, dans les cas définis par le conseil municipal.
Afin de sécuriser les décisions qui pourraient être prises dans le cadre de cette délégation et comme nous y invitent les articles L2122-22 et L. 2122-23 du CGCT, il est proposé de définir les cas dans lesquels cette délégation s'applique.
Monsieur le maire expose que les actions intentées peuvent consister en des actions engagées tant devant les juridictions de l'ordre judiciaire que de l'ordre administratif.
Ces contentieux intéressent :

- les contentieux des PLU, de tous les documents d'urbanisme relatifs au territoire de la commune ainsi que toutes les décisions et autorisations délivrées, de façon générale, en application des dispositions du code de l'urbanisme ou du règlement d'urbanisme local.
- les actions pénales engagées en toute matière par la commune sur citation directe ou plainte ou plainte avec constitution de partie civile,
- les référés de toute nature et devant toutes les juridictions à l'effet de faire cesser un trouble manifeste ou qui seraient commandés par l'urgence,
- les recours dirigés contre les délibérations du conseil municipal,
- les décisions et arrêtés municipaux ou tout acte administratif susceptible de recours pour excès de pouvoir,
- les autorisations et activités des services décentralisés, que la défense soit assurée directement ou par la mise en jeu d'une assurance adaptée,
- les recours et contentieux dirigés contre les contrats de la commune, qu'il s'agisse d'un marché public, de concessions de service public, d'affermage et ce, quel que soit le stade de passation ou d'exécution du contrat,
- les contentieux mettant en cause des finances ou le budget de la commune,
- les affaires liées à l'occupation du domaine privé ou public de la commune, toutes les affaires et contentieux relatifs à la gestion des domaines de la commune, privés ou publics, toutes affaires et contentieux relatifs aux conventions ou contrats liant la commune à des tiers, toutes affaires et contentieux relatifs aux transactions (cession ou acquisition) sur des biens communaux,
- les contentieux relatifs aux autorisations d'ouverture des commerces, soldes, ventes, liquidations et tout autre autorisations nécessaires pour l'exploitation d'établissement ou l'exercice d'activités professionnelles,
- toutes affaires liées aux travaux publics, communaux et aux marchés de travaux,
- toutes affaires et contentieux mettant en jeu la responsabilité civile, pénale, administrative de la commune, soit en défense directe soit par le biais d'une assurance adaptée,
- les contentieux liés aux expropriations à l'exercice du droit de préemption et ce, à tout stade de la procédure, quand bien même les actes admiratifs contestés n'émaneraient pas de la commune,
- toute affaire relative à la contestation des titres exécutoires,
- toutes affaires, contentieux liés à la gestion du personnel communal,
- les constitutions de parties civiles devant les juridictions répressives dans les cas où la commune est victime d'agissements délictueux de nature à lui causer un préjudice moral ou matériel,

---

Approuvé avec 18 voix pour,
6 voix contre (Chantemargue Yves (Procuration à Quintus Cécile), Garsau Jacques, Nasarre Michel, Nogués Dominique, Pous Pierre, Quintus Cécile),
2 absentions (Senyarich Olivier, Torrent Rose-Marie),

Le Maire,

Acte télétransmis en sous-préfecture le 17.07.2026
Réceptionné le 17.07.2026
Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire du présent acte.
Affiché le 21.07.2026

Rappelle qu'afin notamment de faciliter la bonne marche de l'administration communale, le conseil municipal peut donner délégation au maire et que ce dernier doit en rendre compte à chacune des réunions obligatoires du conseil municipal (article L 2122-23 du C.G.C.T.)

Rappelle que l'article L 2122-22 du C.G.C.T. fait état d'une liste de 31 points (numéroté de 1° à 31°) qui peuvent faire l'objet d'une délégation du conseil municipal au Maire,

Rappelle que, par délibération 2026-04-07-N24 du 7 avril 2026, , le Conseil Municipal lui a accordé une délégation de pouvoir en application de l'article L 2122-22,

Donne lecture du point 16° ainsi délégué « 16° D'intenter au nom de la commune les actions en justice ou de défendre la commune dans les actions intentées contre elle, dans les cas définis par le conseil municipal, et de transiger avec les tiers dans la limite de 1 000 € pour les communes de moins de 50 000 habitants et de 5 000 € pour les communes de 50 000 habitants et plus, »

Fait part, qu'afin de sécuriser les décisions qui pourraient être prises dans le cadre de cette délégation, l'Assemblée délibérante doit définir les cas servant de cadre à l'action du 16°,

Expose les actions, qui peuvent être intentées, peuvent consister en des actions engagées tant devant les juridictions de l'ordre judiciaire que de l'ordre administratif, entre autre :

- *les contentieux des PLU, de tous les documents d'urbanisme relatifs au territoire de la commune ainsi que toutes les décisions et autorisations délivrées, de façon générale, en application des dispositions du code de l'urbanisme ou du règlement d'urbanisme local.*
- *les actions pénales engagées en toute matière par la commune sur citation directe ou plainte ou plainte avec constitution de partie civile,*
- *les référés de toute nature et devant toutes les juridictions à l'effet de faire cesser un trouble manifeste ou qui seraient commandés par l'urgence,*
- *les recours dirigés contre les délibérations du conseil municipal,*
- *les décisions et arrêtés municipaux ou tout acte administratif susceptible de recours pour excès de pouvoir,*
- *les autorisations et activités des services décentralisés, que la défense soit assurée directement ou par la mise en jeu d'une assurance adaptée,*
- *les recours et contentieux dirigés contre les contrats de la commune, qu'il s'agisse d'un marché public, de concessions de service public, d'affermage et ce, quel que soit le stade de passation ou d'exécution du contrat,*
- *les contentieux mettant en cause des finances ou le budget de la commune,*
- *les affaires liées à l'occupation du domaine privé ou public de la*

commune, toutes les affaires et contentieux relatifs à la gestion des domaines de la commune, privés ou publics, toutes affaires et contentieux relatifs aux conventions ou contrats liant la commune à des tiers, toutes affaires et contentieux relatifs aux transactions (cession ou acquisition) sur des biens communaux,

- *les contentieux relatifs aux autorisations d'ouverture des commerces, soldes, ventes, liquidations et tout autre autorisations nécessaires pour l'exploitation d'établissement ou l'exercice d'activités professionnelles,*
- *toutes affaires liées aux travaux publics, communaux et aux marchés de travaux,*
- *toutes affaires et contentieux mettant en jeu la responsabilité civile, pénale, administrative de la commune, soit en défense directe soit par le biais d'une assurance adaptée,*
- *les contentieux liés aux expropriations à l'exercice du droit de préemption et ce, à tout stade de la procédure, quand bien même les actes admiratifs contestés n'émaneraient pas de la commune,*
- *toute affaire relative à la contestation des titres exécutoires,*
- *toutes affaires, contentieux liés à la gestion du personnel communal,*
- *les constitutions de parties civiles devant les juridictions répressives dans les cas où la commune est victime d'agissements délictueux de nature à lui causer un préjudice moral ou matériel,*

Le Conseil Municipal,

OUÏ le Maire,

Après en avoir délibéré, avec
18 voix pour,
6 voix contre (Chantemargue Yves (Procuration à Quintus Cécile), Garsau Jacques, Nasarre Michel, Nogués Dominique, Pous Pierre, Quintus Cécile),
2 absentions (Senyarich Olivier, Torrent Rose-Marie),

***DONNE DELEGATION** au Maire, pour toute la durée de son mandat, pour exercer la délégation 16° D'intenter au nom de la commune les actions en justice ou de défendre la commune dans les actions intentées contre elle, dans les cas suivants définis comme suit par le conseil municipal*

- *les contentieux des PLU, de tous les documents d'urbanisme relatifs au territoire de la commune ainsi que toutes les décisions et autorisations délivrées, de façon générale, en application des dispositions du code de l'urbanisme ou du règlement d'urbanisme local,*
- *les actions pénales engagées en toute matière par la commune sur citation directe ou plainte ou plainte avec constitution de partie civile,*
- *les référés de toute nature et devant toutes les juridictions à l'effet de faire cesser un trouble manifeste ou qui seraient commandés par l'urgence,*
- *les recours dirigés contre les délibérations du conseil municipal,*
- *les décisions et arrêtés municipaux ou tout acte administratif susceptible de recours pour excès de pouvoir,*
- *les autorisations et activités des services décentralisés, que la défense soit assurée directement ou par la mise en jeu d'une assurance adaptée,*
- *les recours et contentieux dirigés contre les contrats de la commune, qu'il s'agisse d'un marché public, de concessions de service public, d'affermage et ce, quel que soit le stade de passation ou d'exécution du contrat,*
- *les contentieux mettant en cause des finances ou le budget de la*

commune,

- *les affaires liées à l'occupation du domaine privé ou public de la commune, toutes les affaires et contentieux relatifs à la gestion des domaines de la commune, privés ou publics, toutes affaires et contentieux relatifs aux conventions ou contrats liant la commune à des tiers, toutes affaires et contentieux relatifs aux transactions (cession ou acquisition) sur des biens communaux,*
- *les contentieux relatifs aux autorisations d'ouverture des commerces, soldes, ventes, liquidations et tout autre autorisations nécessaires pour l'exploitation d'établissement ou l'exercice d'activités professionnelles,*
- *toutes affaires liées aux travaux publics, communaux et aux marchés de travaux,*
- *toutes affaires et contentieux mettant en jeu la responsabilité civile, pénale, administrative de la commune, soit en défense directe soit par le biais d'une assurance adaptée,*
- *les contentieux liés aux expropriations à l'exercice du droit de préemption et ce, à tout stade de la procédure, quand bien même les actes admiratifs contestés n'émaneraient pas de la commune,*
- *toute affaire relative à la contestation des titres exécutoires,*
- *toutes affaires, contentieux liés à la gestion du personnel communal,*
- *les constitutions de parties civiles devant les juridictions répressives dans les cas où la commune est victime d'agissements délictueux de nature à lui causer un préjudice moral ou matériel,*

et de transiger avec les tiers dans la limite de 1 000 € pour les communes de moins de 50 000 habitants et de 5 000 € pour les communes de 50 000 habitants et plus, »

***PRECISE** que la présente délibération complète, dans le point 16°, la délibération 2026-04-07-N24 du 7 avril 2026,*

***HABILITE** le Maire à signer tous documents et à faire toutes diligences utiles à l'exécution de la présente délibération,*

05. COMMUNE. OUVERTURE DE COMPTES A TERMES. « COMMUNE – COMPTE A TERME 2026 n° 01 ».

La loi organique n° 2001-692 du 1er août 2001 relative aux lois de finances dispose que, sauf dispositions expresses d'une loi de finances, les collectivités territoriales et leurs établissements publics sont tenus de déposer toutes leurs disponibilités auprès de l'État (article 26-3°).
Par dérogation à ce principe, l'article 116 de la loi de finances de 2004 autorise les collectivités territoriales et leurs établissements publics rattachés, à ouvrir des comptes à termes rémunérés auprès de l'État.
Ce placement s'effectue sans risque, à taux fixe et pour une durée de placement allant de 1 à 12 mois.
À la suite de la vente du bâtiment de l'E.H.P.A.D. Força Réal pour un montant de 2 100 000 euros en 2025, la Commune dispose d'une trésorerie supérieure à ses besoins courants pouvant être placée afin de générer des intérêts.
Les retraits partiels n'étant pas possibles, il est proposé d'ouvrir trois comptes à termes d'une durée d'un an afin de pouvoir pallier d'éventuels besoins de trésorerie.

Le taux de rendement applicable dépend du taux en vigueur au moment de l'ouverture du compte à termes. Celui-ci peut donc varier par rapport à celui applicable actuellement.
Il est donc proposé de placer une partie de cette trésorerie selon les modalités suivantes :

		Durée de placement	Taux actuariel juin 2026	Rendement attendu*
Compte 1	1 000 000,00 €	12 mois	2,56%	25 600,00 €
Compte 2	300 000,00 €	12 mois	2,56%	7 680,00 €
Compte 3	200 000,00 €	12 mois	2,56%	5 120,00 €
TOTAUX	**1 500 000,00 €**			**38 400,00 €**

* Simulation effectuée à partir du taux en vigueur pour le mois de juin 2026
et sous réserve de retrait anticipé.

Cécile Quintus demande quel est le coût d'un retrait de cet argent placé.
Gilles Vidal répond qu'il n'y a pas de frais de retrait mais que si l'argent placé est retiré avant le terme (un an) le taux de rendement sera inférieur à celui d'un an.
Cécile Quintus dit que la maison de retraite a été vendu 2 100 000 euros. Elle demande s'il reste donc 600 000 euros.
Gilles Vidal répond qu'il aurait bien aimé pouvoir placer la totalité du montant de la vente et il rappelle que la trésorerie est unique. Il reste actuellement en trésorerie 2 400 000 euros. A la relance de Cécile Quintus, il ajoute qu'il n'existe pas d'affectation des recettes.
Cécile Quintus ajoute que ce qui l'inquiète ce sont les projets. Que comptez-vous faire de cette trésorerie ?
M. le Maire répond que l'équipe majoritaire a plusieurs projets qui seront présentés quand ils seront affinés. On ne peut pas se permettre de faire des choses en cachette. Par exemple : la rénovation d'une friche industrielle, la Commune en a plein. Quand on décidera laquelle, on la soumettra.
Cécile Quintus demande : si vous laissez bloquer pendant un an, ça veut dire que vous ne faites rien pendant un an ?
Gilles Vidal répond que l'argent sera débloqué au fur et à mesure
Olivier Senyarich revient sur le conseil d'exploitation de la régie des eaux et demande si la réfection de la totalité de l'avenue du 8 mai 1945 pourrait être faite avec la trésorerie restante.
M. le Maire répond que cette réfection du 8 mai 1945 fait partie de leurs projets.
Olivier Senyarich prolonge son intervention en soulignant qu'il a été question de la partie « eau potable » et « eaux usées » et que lui était pour un projet global incluant le pluvial, la voirie et l'eau potable et les eaux usées.
M. le Maire : quelque chose a été prévu mais que cela se fera courant 2027. Il précise que si une couche de roulement est faite, c'est que tous les réseaux enterrés auront été refaits. Il travaille avec le Département sur ce projet sur la RD612 pour obtenir la subvention de 40% il faut proposer un projet d'aménagement. Il y travaille. Derrière le pont de Têt, il y a une piste cyclable, il faut prévoir des trottoirs au normes, ralentir les véhicules par des chicanes, amener la piste cyclable jusqu'à la ville. On travaille avec Lilian Bes responsable de l'agence de Thuir.
L'avenue du 8 mai 1945 fait partie des projets de la commune.
Gilles Vidal ajoute qu'au vu de la question d'Olivier Senyarich, il comprend mieux celle de Cécile Quintus et il complète sa réponse en disant que la municipalité ne va pas retarder un projet parce qu'on a placé l'argent, si on en a besoin on le reprend. Un fonds de roulement suffisant a été conservé pour fonctionner sans problème.
Michel Nasarre demande s'il a été tenu compte des projets à venir.
Gilles Vidal répond positivement et ajoute qu'à partir du moment où on place l'argent il rapporte.

Cécile Quintus demande si la proposition de faire trois placements pour des montants différents a été fait afin de ne pas avoir à retirer avant les un an la plus grosse somme.
M. le Maire confirme.
Alain Pelissier précise que, comme les élus présents doivent le savoir via leur expérience d'élus, faire un projet cela prend du temps, budgétiser, faire passer des bureaux d'études.
Dominique Noguès et Jacques Garsau soulignent que l'équipe majoritaire avait annoncée en début de mandat « la transparence » dans le fonctionnement.
M. le Maire répond que s'ils ont des questions, ils ont raison de les poser.
Approuvé avec 03 abstentions (Garsau Jacques, Nogués Dominique, Senyarich Olivier)

Le Maire,

Acte télétransmis en sous-préfecture le 17.07.2026
Réceptionné le 17.07.2026
Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire du présent acte.
Affiché le 17.07.2026

Rappelle qu'à la suite de la vente du bâtiment de l'E.H.P.A.D. Força Réal pour un montant de 2 100 000 euros en 2025, la Commune dispose d'une trésorerie supérieure à ses besoins courants pouvant être placée afin de générer des intérêts,

Informe que la loi organique 2001-692 du 1er août 2001 relative aux lois de finances dispose que, sauf dispositions expresses d'une loi de finances, les collectivités territoriales et leurs établissements publics sont tenus de déposer toutes leurs disponibilités auprès de l'État (article 26-3°),

Précise que, par dérogation à ce principe, l'article 116 de la loi de finances de 2004 autorise les collectivités territoriales et leurs établissements publics rattachés, à ouvrir des comptes à termes rémunérés auprès de l'État,

Précise que ce placement s'effectue sans risque, à taux fixe et pour une durée de placement allant de 1 à 12 mois,

Fait état que les retraits partiels ne sont pas possibles et que le taux de rendement applicable dépend du taux en vigueur au moment de l'ouverture du compte à termes,

Propose d'ouvrir trois comptes à termes d'une durée d'un an afin de pouvoir pallier d'éventuels besoins de trésorerie, avec les modalités suivantes :

		Durée de placement
Compte 1	*1 000 000,00 €*	*12 mois*
Compte 2	*300 000,00 €*	*12 mois*
Compte 3	*200 000,00 €*	*12 mois*
TOTAUX	***1 500 000,00 €***	

Le Conseil Municipal,

OUÏ le Maire,

Après en avoir délibéré, avec 19 voix pour et 03 abstentions (Garsau Jacques, Nogués Dominique, Senyarich Olivier)

AUTORISE *l'ouverture d'un compte à termes, dénommé « Commune - compte à terme 2026 n° 01 » auprès du Service de Gestion Comptable (S.G.C.) de Prades dont la Commune dépend, pour une durée de 12 mois et sur lequel sera placé 1 000 000 euros,*

PRECISE *qu'en cas de retrait total anticipé aucune pénalité ne s'applique, toutefois (au-delà de 30 jours calendaires) le taux appliqué serait alors le taux de la maturité immédiatement inférieure à la durée effective d'immobilisation, tel qu'il figure sur le barème en vigueur le jour d'ouverture du compte à terme,*

AUTORISE *le Maire à effectuer un retrait total anticipé en cas de besoin de trésorerie,*

HABILITE *le Maire à signer tous documents et à faire toutes diligences utiles à l'exécution de la présente délibération,*

06. COMMUNE. OUVERTURE DE COMPTES A TERMES. « COMMUNE – COMPTES A TERMES 2026 n° 02 ».

Le Maire,

Rappelle qu'à la suite de la vente du bâtiment de l'E.H.P.A.D. Força Réal pour un montant de 2 100 000 euros en 2025, la Commune dispose d'une trésorerie supérieure à ses besoins courants pouvant être placée afin de générer des intérêts,

Informe que la loi organique 2001-692 du 1er août 2001 relative aux lois de finances dispose que, sauf dispositions expresses d'une loi de finances, les collectivités territoriales et leurs établissements publics sont tenus de déposer toutes leurs disponibilités auprès de l'État (article 26-3°),

Précise que, par dérogation à ce principe, l'article 116 de la loi de finances de 2004 autorise les collectivités territoriales et leurs établissements publics rattachés, à ouvrir des comptes à termes rémunérés auprès de l'État,

Précise que ce placement s'effectue sans risque, à taux fixe et pour une durée de placement allant de 1 à 12 mois,

Fait état que les retraits partiels ne sont pas possibles et que le taux de rendement applicable dépend du taux en vigueur au moment de l'ouverture du compte à termes,

Propose d'ouvrir trois comptes à termes d'une durée d'un an afin de pouvoir pallier d'éventuels besoins de trésorerie, avec les modalités suivantes :

Acte télétransmis en sous-préfecture le 17.07.2026
Réceptionné le 17.07.2026
Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire du présent acte.
Affiché le 17.07.2026

		Durée de placement
Compte 1	*1 000 000,00 €*	*12 mois*
Compte 2	*300 000,00 €*	*12 mois*
Compte 3	*200 000,00 €*	*12 mois*
TOTAUX	***1 500 000,00 €***	

Rappelle la délibération 2026-06-25-N05 du 25 juin 2026 portant sur le compte à terme 2026 n° 01 d'un montant de 1 000 000 € pour une durée de 12 mois,

Le Conseil Municipal, OUÏ le Maire,

Après en avoir délibéré, avec 19 voix pour et 03 abstentions (Garsau Jacques, Nogués Dominique, Senyarich Olivier)

***AUTORISE** l'ouverture d'un compte à termes, dénommé « Commune - compte à terme 2026 n° 02 » auprès du Service de Gestion Comptable (S.G.C.) de Prades dont la Commune dépend, pour une durée de 12 mois et sur lequel sera placé 300 000 euros,*

***PRECISE** qu'en cas de retrait total anticipé aucune pénalité ne s'applique, toutefois (au-delà de 30 jours calendaires) le taux appliqué serait alors le taux de la maturité immédiatement inférieure à la durée effective d'immobilisation, tel qu'il figure sur le barème en vigueur le jour d'ouverture du compte à terme,*

***AUTORISE** le Maire à effectuer un retrait total anticipé en cas de besoin de trésorerie,*

***HABILITE** le Maire à signer tous documents et à faire toutes diligences utiles à l'exécution de la présente délibération,*

07. COMMUNE. OUVERTURE DE COMPTES A TERMES. « COMMUNE – COMPTE A TERME 2026 n° 03 ».

Le Maire,

Acte télétransmis en sous-préfecture le 17.07.2026
Réceptionné le 17.07.2026
Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire du présent acte.

Rappelle qu'à la suite de la vente du bâtiment de l'E.H.P.A.D. Força Réal pour un montant de 2 100 000 euros en 2025, la Commune dispose d'une trésorerie supérieure à ses besoins courants pouvant être placée afin de générer des intérêts,

Informe que la loi organique 2001-692 du 1er août 2001 relative aux lois de finances dispose que, sauf dispositions expresses d'une loi de finances, les collectivités territoriales et leurs établissements publics sont tenus de déposer toutes leurs disponibilités auprès de l'État (article 26-3°),

Précise que, par dérogation à ce principe, l'article 116 de la loi de finances de

Affiché le
17.07.2026

2004 autorise les collectivités territoriales et leurs établissements publics rattachés, à ouvrir des comptes à termes rémunérés auprès de l'État,

Précise que ce placement s'effectue sans risque, à taux fixe et pour une durée de placement allant de 1 à 12 mois,

Fait état que les retraits partiels ne sont pas possibles et que le taux de rendement applicable dépend du taux en vigueur au moment de l'ouverture du compte à termes,

Propose d'ouvrir trois comptes à termes d'une durée d'un an afin de pouvoir pallier d'éventuels besoins de trésorerie, avec les modalités suivantes :

		Durée de placement
Compte 1	*1 000 000,00 €*	*12 mois*
Compte 2	*300 000,00 €*	*12 mois*
Compte 3	*200 000,00 €*	*12 mois*
TOTAUX	***1 500 000,00 €***	

Rappelle la délibération 2026-06-25-N05 du 25 juin 2026 portant sur le compte à terme 2026 n° 01 d'un montant de 1 000 000 € pour une durée de 12 mois,

Rappelle la délibération 2026-06-25-N06 du 25 juin 2026 portant sur le compte à terme 2026 n° 02 d'un montant de 300 000 € pour une durée de 12 mois,

Le Conseil Municipal, OUÏ le Maire,

Après en avoir délibéré, avec 19 voix pour et 03 abstentions (Garsau Jacques, Nogués Dominique, Senyarich Olivier)

***AUTORISE** l'ouverture d'un compte à termes, dénommé « Commune - compte à terme 2026 n° 03 » auprès du Service de Gestion Comptable (S.G.C.) de Prades dont la Commune dépend, pour une durée de 12 mois et sur lequel sera placé 200 000 euros,*

***PRECISE** qu'en cas de retrait total anticipé aucune pénalité ne s'applique, toutefois (au-delà de 30 jours calendaires) le taux appliqué serait alors le taux de la maturité immédiatement inférieure à la durée effective d'immobilisation, tel qu'il figure sur le barème en vigueur le jour d'ouverture du compte à terme,*

***AUTORISE** le Maire à effectuer un retrait total anticipé en cas de besoin de trésorerie,*

***HABILITE** le Maire à signer tous documents et à faire toutes diligences utiles à l'exécution de la présente délibération,*

08. ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS AUX ASSOCIATIONS.

La loi 2021-1109 du 24 Août 2021 « confortant le respect des principes de la République » a notamment introduit le contrat d'engagement républicain (fixé par décret 2021-1947 du 31.12.2021). Cet engagement apparait sur la demande de subventions (cerfa 12156*06) ; la mention devant être apposée s'il n'y a pas recours au cerfa.
Pour rappel, si le montant de subvention attribuée est supérieur à 23 000 €, une convention doit être établie avec l'association bénéficiaire avant son versement.

Cécile QUINTUS souligne que l'on vote le placement d'un million cinq cent mille euros et que pour le vote des subventions aux associations, si on fait le ratio on est à 22 euros par habitant. Elle souligne qu'une rallonge aurait pu être faite car les associations font des choses d'intérêt public : l'USM ça rattache à l'identité, la boxe on a un champion du monde. Cette année comme la trésorerie a été placée, ça aurait été bien de faire une petite rallonge à titre exceptionnel. Elle demande pourquoi elle ne voit pas de subvention pour l'amicale des sapeurs-pompiers.
Gilles Vidal répond que les dossiers de demande de subvention ont été regardés avec Nadine Sales et que l'amicale des sapeurs-pompiers n'a pas déposée de demande. L'année dernière ils ont eu une subvention, en effet. S'ils en font la demande, elle sera étudiée sans soucis.
Michel Nasarre souligne que vu la période de sécheresse, il serait intéressant de leur donner. M. le Maire répond qu'il comprend sa demande mais que lorsqu'on gère des crédits, l'allocation des subventions en répondant à des demandes déposées par les associations. Il ajoute qu'il existe un projet de nouvelle caserne et que la Commune doit proposer un terrain. Cécile Quintus demande si en attendant cette caserne des travaux vont être prévus dans l'actuelle, ils demandent des doubles vestiaires par exemple. M. le Maire répond qu'il les a rencontré et que pour répondre à cette problématique de doubles vestiaires il faut proposer des terrains. Trois ont été identifiés.
Jacques Garsau fait une suggestion à la municipalité actuelle. Il souligne que cela avait été abordé durant son mandat. Il y a des subventions, comme les prêts de salle, qui sont de subventions en nature et dont les associations doivent tenir compte. Il demande s'il ne serait pas intéressant de rajouter une colonne mentionnant ces subventions en nature l'année prochaine. Brigitte Bendrell ajoute qu'il faudra aussi tenir compte des coûts liés au personnel. M. le Maire plussoie à cette proposition et souligne que cela permettrait de mieux expliquer le montant des subventions attribuées en valorisant le coût que représente pour la collectivité le prêt et le déplacement des chaises, des tables, etc. Il ajoute qu'un barème est en cours de construction pour refacturer aux tiers des interventions tels que le remplacement de gardes corps abimés par des tiers identifiés.
Gilles Vidal précise que la valorisation financière des subventions en nature (prêts de matériel, des fluides, etc.) est une obligation. Néanmoins, en raison de la lourdeur de la tache peu de communes l'ont faits et le font. Il ajoute que puisqu'il est en charge des finances et souhaiterait y parvenir dans le courant du mandat. Jacques Garsau ajoute que pendant six ans il a eu à expliquer pourquoi il donne tel ou tel montant de subvention. La valorisation financière des subventions en nature est une aide à l'explication et il espère que la municipalité actuelle parviendra à le faire car c'est une aide même pour le citoyen. M. le Maire et Jacques Garsau s'accordent sur le fait que, s'agissant d'argent public, c'est un devoir.

Approuvé à l'unanimité.

Etant membres des bureaux d'associations ayant sollicitées des subventions, les élus suivants ont quitté la salle des débats et n'ont pas pris part au vote :
FAURE Nicole, LOPEZ Vanessa, SENYARICH Olivier,

Le Maire,

Acte télétransmis en sous-préfecture le 17.07.2026
Réceptionné le 17.07.2026
Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire du présent acte.
Affiché le 21.07.2026

Présente les propositions de subventions aux associations pour l'année 2026,

Précise que, pour les subventions attribuées d'un montant supérieur à 23 000 €, une convention doit être établie avant son versement à l'association bénéficiaire,

***VU** la loi 2021-1109 du 24 Août 2021 « confortant le respect des principes de la République » ayant notamment introduit le contrat d'engagement républicain (fixé par décret 2021-1947 du 31.12.2021),*

Le Conseil Municipal,

OUÏ le Maire,

Après en avoir délibéré, à l'unanimité,

***ATTRIBUE**, au titre de l'année 2026, les subventions de fonctionnement aux associations suivantes :*

Associations subventionnées	*Montant total accordée*
USM Section Rugby	*30 000,00 €*
Millas boxe	*2 000,00 €*
Association des amis de la musique de Millas	*12 000,00 €*
Comité d'Animations Culturelles	*25 000,00 €*
Tennis de table de Millas	*1 000,00 €*
Association communale de chasse agréée (A.C.C.A.)	*2 000,00 €*
Ecole de judo - Judo club Millas	*3 000,00 €*
Jogging Santé Millas	*2 300,00 €*
La Millassoise	*1 000,00 €*
Espoir	*1 000,00 €*
Pétanque Club Millassois	*3 000,00 €*
L'Outil en main	*400,00 €*
Darts Monkey	*400,00 €*
Acti-séniors	*200,00 €*
Club de loisirs du 3ème âge	*1 000,00 €*
Gymnastique volontaire	*400,00 €*

Yoga Club Millassois	*300,00 €*
Association des jardins familiaux de Millas	*300,00 €*
Association des parents d'élèves du collège Christian Bourquin de Millas	*226,00 €*
Parent d'élèves et des amis de l'école publique de Millas	*2 000,00 €*
Coopérative scolaire de l'école élémentaire de Millas	*3 750,00 €*
Coopérative scolaire de l'école maternelle de Millas	*2 250,00 €*

ATTRIBUE, *au Comité d'Animations Culturelles, en sus de la subvention de fonctionnement de 25 000 €, une subvention exceptionnelle d'un montant de 3 000 € pour l'acquisition des feux d'artifice du 14 juillet,*

ATTRIBUE, *à l'association Espoir, en sus de la subvention de fonctionnement de 1 000 €, une subvention exceptionnelle d'un montant de 3 000 € dans le cadre de l'organisation de la manifestation « Festa catalana gitana »,*

PRECISE *que les subventions exceptionnelles seront versées uniquement si les manifestations pour lesquelles elles sont attribuées sont réalisées,*

DIT *que les crédits nécessaires aux paiements desdites subventions seront prévus au budget 2026 à l'article 65748,*

HABILITE *le Maire à signer tous documents et à faire toutes diligences utiles à l'exécution de la présente délibération,*

09. C.C.A.S. DE MILLAS. ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT.

Le C.C.A.S. de Millas soutient, par ses actions, les administrés de la commune dans le cadre d'un suivi de leurs aides sociales. Il permet la tenue, par des structures extérieures, d'ateliers sur différents thèmes (budget, santé, bien-être, …) permettant, ainsi, de lutte contre l'exclusion. Ses ressources financières proviennent notamment des subventions allouées par la Commune.

Jacques Garsau dit qu'il a appris qu'un des agents avait été mis en disponibilité et demande si la subvention votée tient compte de cette disponibilité ou si le coût des deux agents est maintenu.
M. le Maire répond qu'il y a, en effet, une mise en disponibilité pour trois ans qui a été accordé pour un agent. Le fonctionnement du C.C.A.S.va être repensé pour savoir si cet agent en disponibilité est remplacé par un ~~à~~ temps plein, par un mi-temps ou non. Jacques Garsau ajoute qu'il ne pense pas qu'il y ait besoin de deux agents au C.C.A.S .mais un et demi et un 0,5 à la communication.
Rose-Marie Torrent dit qu'elle fait partie du bureau du C.C.A.S.et que c'est selon elle le flou artistique ; elle ne connait pas leurs missions, le nombre de personnes suivies, accompagnées. Elle ~~qui~~ a travaillé en Maison France Services, avant de supprimer un poste , il faut faire un audit, faire ressortir ce qui est fait et ce qui pourrait être fait. Elle avait demandé s'il allait y avoir une réunion, Valérie Lopez avait dit oui.
Valérie Lopez répond qu'il s'agit d'une demande de mise en disponibilité faite par l'agent lui-même. Pour le moment il reste une seule personne. Pour le moment la personne qui reste veut rester seule. Le point sur les missions a été commencé.
Rose-Marie Torrent demande pourquoi elle n'a pas été conviée à cet audit.
Valérie Lopez précise que l'agent va lister son travail, et on verra si elle peut l'assurer seule. Puis on vous conviera.

M. le Maire précise à Rose-Marie Torrent qu'à la prochaine réunion elle aura des indicateurs d'activités.
Rose-Marie Torrent dit qu'elle entend que l'agent « veut être seule », Valérie Lopez rectifie, « elle peut rester seule ».
M. le Maire souhaite que les choses soient claires, il n'y a pas de volonté de baisser l'action du C.C.A.S., mais ça peut l'arranger car il y a d'autres domaines où il y a des besoins, des manques et il ne souhaite pas augmenter la masse salariale.
Rose-Marie Torrent dit qu'il fait des économies sur le social.
M. le Maire précise qu'il ne fera pas d'économie sur le social, tous les dossiers seront traités mais si avec 1,5 agent ça passe il n'en mettra pas deux.
Rose-Marie Torrent dit qu'elle a bien entendu mais qu'elle parle ainsi car des personnes viennent chez elle pour être aidées. Elles ne vont pas au C.C.A.S., c'est qu'il y a une raison.
Jacques Garsau souhaite défendre les agents du C.C.A.S. qui font un travail formidable et met un bémol sur les paroles de l'agent qui a dit « je tiendrai ». Il a déjà entendu cela et au bout de 3-4 mois, il a entendu « si ça dure plus, moi je pourrais pas tenir ».
M. le Maire précise qu'on va regarder les besoins et écouter la demande de l'agent.
Jacques Garsau précise que le gros du boulot c'est septembre et mars. Il tient à défendre les agents car ils ont tenus le C.C.A.S. à bout de bras. M. le Maire précise que leur travail est compliqué.

Approuvé à l'unanimité.

Le Maire,

Acte télétransmis en sous-préfecture le 17.07.2026
Réceptionné le 17.07.2026
Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire du présent acte.
Affiché le 21.07.2026

Rappelle que le C.C.A.S. de Millas soutient, par ses actions, les administrés de la commune dans le cadre d'un suivi de leurs aides sociales,

Fait part qu'il organise la tenue d'ateliers sur différents thèmes (budget, santé, bien-être,...) permettant, ainsi, de lutter contre l'exclusion,

Indique que ses ressources financières proviennent notamment des subventions allouées par la Commune,

Propose d'allouer une subvention de fonctionnement au C.C.A.S de Millas d'un montant de 107 000 €,

Le Conseil Municipal,

OUÏ le Maire,

Après en avoir délibéré, à l'unanimité,

***DECIDE** d'allouer une subvention de fonctionnement au C.C.A.S de Millas d'un montant de 107 000 €,*

***DIT** que les crédits nécessaires au paiement de ladite subvention sont prévus au budget principal 2026 de la commune,*

***HABILITE** le Maire à signer tous documents et à faire toutes diligences utiles à l'exécution de la présente délibération,*

10. MISE A DISPOSITION DE CAISSONS POUR LES DECHETS VERTS.

Par délibération 2024-09-23-N07 du 23 septembre 2024, le Conseil Municipal a mis en place une tarification, par année civile, pour l'utilisation de bennes adaptées pour la collecte des déchets verts (taille de haies, branchage, tonte, débroussaillage). Ce dispositif n'est pas à vocation agricole, ni professionnelle. Seuls les particuliers propriétaires ou locataires de maison dans le village peuvent en bénéficier. Il faut être résident à Millas et avoir la place disponible pour garer une benne devant chez soi.
Pour rappel, le dispositif est facturé aux demandeurs comme suit :

- 50 € forfaitaire pour la mise à disposition pour 24 h, du lundi ou vendredi ouvrés, qui comprend la pose et la dépose de la benne, ainsi qu'une évacuation à la déchetterie comprise,
- 5 € forfaitaire par jour supplémentaire de mise à disposition en jours ouvrés,
- 60 € forfaitaire pour le week-end qui comprend la pose et la dépose de la benne ainsi qu'une évacuation à la déchetterie comprise,
- 15 € forfaitaire pour toute évacuation complémentaire à la déchetterie,
- Si un jour férié tombe en semaine, la tarification sera étudiée au cas par cas,
- Dépôt d'un chèque de caution de 500 € lors de la réservation.

Le règlement de mise à disposition ainsi que la demande de réservation type doivent être adoptés par le Conseil Municipal.

Michel Nasarre demande quel est le coût estimé de la mise à disposition des caissons de déchets verts car dans la gratuité il y a des contribuables, il y en a qui ont la chance d'avoir des terrains et d'autres des appartements.
Rose-Marie Torrent ajoute que le contribuable contribue aussi.
M. Le Maire répond que le contribuable qui a un terrain paye plus de taxe foncière que les autres.
Michel Nasarre demande si un registre nominatif concernant ces bennes va être tenu. M. le Maire répond que « oui » cela va être fait car la gratuité vaut pour deux demandes par an et par foyer. Il ajoute que sur les quatre bennes dont dispose la Commune, cette dernière va en garder pour son propre usage.
Michel Nasarre demande comment les dégradations sur les bennes vont être facturées. M. le Maire répond qu'une benne ce n'est pas une voiture et que les caissons ne sont pas neufs mais qu'un état des lieux est fait au moment de la dépose avec photos par exemple.
Michel Nasarre ajoute que des personnes ont jeté des végétaux dans sa benne. M. le Maire répond qu'il ne peut mettre un policier municipal derrière chaque benne.
Gilles Vidal répond à la demande de Cécile Quintus en disant que le dépôt des palmiers est interdit car ils ne sont pas acceptés en déchetterie.
Olivier Senyarich demande pourquoi il n'y a pas de chèque de caution récupéré. Gilles Vidal dit qu'il faudrait une régie de recettes exprès pour prendre les chèques et les rendre. Une facture sera faite s'il y a un problème.
J. Garsau précise qu'il s'abstient par principe car il avait mis en place une certaine façon de travailler.
M. Le Maire précise qu'il va mesurer s'il y a plus ou moins de dépôts sauvages. Cela sera autant de temps agent de gagner. Cela permettra de voir si ça coûte moins cher à la Commune, sinon il peut revenir dessus.
M. Le Maire répond à Cécile Quintus en précisant que les déchets verts sont jetés à Ille-sur-Têt.
Approuvé avec 25 voix pour et 2 abstentions (Garsau Jacques, Nogués Dominque),

---

Le Maire,

Acte télétransmis en sous-préfecture le 07.08.2026
Réceptionné le 07.08.2026
Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire du présent acte.
Affiché le 07.08.2026

Rappelle que, par délibération 2024-09-23-N07 du 23 septembre 2024, le Conseil Municipal a mis en place une tarification, par année civile, pour l'utilisation de bennes adaptées pour la collecte des déchets verts (taille de haies, branchage, tonte, débroussaillage) et a adopté le règlement de mise à disposition ainsi que la demande de réservation type,

Précise que ce dispositif n'est pas à vocation agricole, ni professionnelle et que seuls les particuliers propriétaires ou locataires de maison dans le village peuvent en bénéficier,

Précise qu'il faut être résident à Millas et avoir la place disponible pour garer une benne devant chez soi,

Rappelle le dispositif mis en place par la délibération susvisée et dont la mise à disposition est facturée aux demandeurs :

- *50 € forfaitaires pour la mise à disposition pour 24 h, du lundi ou vendredi ouvrés, qui comprend la pose et la dépose de la benne, ainsi qu'une évacuation à la déchetterie comprise,*
- *5 € forfaitaires par jour supplémentaire de mise à disposition en jours ouvrés,*
- *60 € forfaitaires pour le week-end qui comprend la pose et la dépose de la benne ainsi qu'une évacuation à la déchetterie comprise,*
- *15 € forfaitaires pour toute évacuation complémentaire à la déchetterie,*
- *Si un jour férié tombe en semaine, la tarification sera étudiée au cas par cas,*
- *Dépôt d'un chèque de caution de 500 € lors de la réservation.*

Propose au Conseil Municipal de fixer les modalités de mise à disposition, par année civile, d'une benne pour les déchets verts comme suit :

- *première et deuxième mises à disposition gratuites,*
- *à partir de la 3ème mise à disposition, les tarifs sont établis comme suit :*
  - *50 € forfaitaires pour la mise à disposition pour 24 h, du lundi ou vendredi ouvrés, qui comprend la pose et la dépose de la benne, ainsi qu'une évacuation à la déchetterie comprise,*
  - *5 € forfaitaires par jour supplémentaire de mise à disposition en jours ouvrés et fériés tombant en semaine,*
  - *60 € forfaitaires pour le week-end qui comprend la pose et la dépose de la benne ainsi qu'une évacuation à la déchetterie comprise,*
  - *15 € forfaitaires pour toute évacuation complémentaire à la déchetterie,*
- *en cas de dégradations la Commune facturera au demandeur la remise en état de la benne,*

Le Conseil Municipal, OUÏ le Maire,

Après en avoir délibéré, avec 25 voix pour et 2 abstentions (Garsau Jacques, Nogués Dominque),

***DECIDE** de fixer les modalités de mise à disposition, par année civile, d'une benne pour les déchets verts comme suit :*

- *première et deuxième mises à disposition gratuites,*
- *à partir de la 3ème mise à disposition, les tarifs sont établis comme suit :*
  - *50 € forfaitaires pour la mise à disposition pour 24 h, du lundi ou vendredi ouvrés, qui comprend la pose et la dépose de la benne, ainsi qu'une évacuation à la déchetterie comprise,*
  - *5 € forfaitaires par jour supplémentaire de mise à disposition en jours ouvrés et fériés tombant en semaine,*
  - *60 € forfaitaires pour le week-end qui comprend la pose et la dépose de la benne ainsi qu'une évacuation à la déchetterie comprise,*
  - *15 € forfaitaires pour toute évacuation complémentaire à la déchetterie,*
- *en cas de dégradations, la Commune facturera au demandeur la remise en état de la benne,*

APPROUVE *le règlement de mise à disposition ainsi que la demande de réservation type, joints en annexe,*

ABROGE *la délibération du Conseil Municipal 2024-09-23-N07 du 23 septembre 2024 portant sur a mise à disposition des caissons jaunes,*

HABILITE *le Maire à signer tous documents et à faire toutes diligences utiles à l'exécution de la présente délibération,*

11. EDUCATION NATIONALE. CONVENTION ENT-école. ANNEE SCOLAIRE 2026-2027.

De la maternelle à la fin de l'école élémentaire, l'ENT-école propose un environnement de confiance sécurisé par l'Éducation Nationale, utilisé par l'école élémentaire de Millas. À l'école et depuis la maison, les élèves et leurs enseignants se connectent à un ensemble de services adaptés aux apprentissages et à la scolarité offrant ainsi la possibilité aux parents de suivre le travail de leurs enfants. Des codes de connexion individuels sont attribués à chaque élève, enseignant et parent. L'ENT-école est accessible depuis un ordinateur, une tablette ou un smartphone. La convention actuelle arrive à échéance au 1er septembre 2026. Il y a lieu conclure une nouvelle convention avec l'Education Nationale, pour l'année scolaire 2026-2027. La participation financière annuelle est de 40 € par école.

Approuvé à l'unanimité.

Le Maire,

Acte télétransmis en sous-préfecture le 17.07.2026
Réceptionné le 17.07.2026

Informe que de la maternelle à la fin de l'école élémentaire, l'ENT-école propose un environnement de confiance sécurisé par l'Éducation Nationale, accessible depuis un ordinateur, une tablette ou un smartphone

Précise que ce service est utilisé par l'école élémentaire de Millas permettant

Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire du présent acte.
Affiché le 21.07.2026

ainsi, aux élèves et leurs enseignants, autant au sein de l'établissement scolaire qu'à leur domicile, de se connecter à un ensemble de services adaptés aux apprentissages et à la scolarité offrant ainsi la possibilité aux parents de suivre le travail de leurs enfants,

Précise que des codes de connexion individuels sont attribués à chaque élève, enseignant et parent,

Fait part que la convention 2025-2026 se terminera à l'ouverture de la nouvelle année scolaire,

Précise qu'une nouvelle convention doit intervenir avec l'Education Nationale, pour l'année scolaire 2026-2027,

***CONSIDERANT** que le service ENT-école permet de développer l'usage du numérique à l'école et d'offrir la possibilité aux parents de suivre le travail de leurs enfants,*

Le Conseil Municipal,

OUÏ le Maire,

Après en avoir délibéré, à l'unanimité,

***APPROUVE** l'inscription de l'école élémentaire de Millas à l'espace numérique ÉNT-école pour l'année scolaire 2026-2027,*

***AUTORISE** le Maire à signer la convention correspondante,*

***PRECISE** que la participation financière, pour l'année scolaire 2026-2027, est de 41 €,*

***DIT** que les crédits nécessaires sont prévus au budget de l'exercice 2026,*

***HABILITE** le Maire à signer tous documents et à faire toutes diligences utiles à l'exécution de la présente délibération,*

12. CONSEIL DEPARTEMENTAL. MISE A DISPOSITION D'UN DEFIBRILLATEUR.

Par délibération du 28 Avril 2008, le Conseil Municipal a autorisé le Maire à signer, avec le Conseil Départemental, une convention pour la mise à disposition d'un défibrillateur cardiaque. Ce dernier est installé sur la façade du 3, place Lafayette. La convention actuelle s'est terminée au 31 décembre 2025. Le Conseil Départemental a transmis une nouvelle convention, pour une durée de 4 ans, soit jusqu'au 31 décembre 2029.
Pour information, la maintenance est assurée par le Conseil départemental. Un agent communal est désigné comme personne référente afin de faire le lien, sur le volet technique, entre les deux signataires de la convention.

Jacques Garsau demande si c'est le même ou un nouveau et s'il a été vérifié qu'il fonctionnait.

M. le Maire répond que le Département vérifie. Jacques Garsau précise que la personne qui faisait les vérifications avant est parti à la retraite. M. Le Maire précise qu'il tiendra le conseil municipal au courant s'il ne fonctionne pas et conditionnera la signature de la convention à la vérification de son bon fonctionnement.
Brigitte Bendrell ajoute qu'il y en a aussi un portable chez le boucher M. Laffitte.

Approuvé à l'unanimité.

Le Maire,

Acte télétransmis en sous-préfecture le 22.07.2026
Réceptionné le 22.17.2026
Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire du présent acte.
Affiché le 23.07.2026

Rappelle que, par délibération du 28 Avril 2008, le Conseil Municipal a autorisé le Maire à signer, avec le Conseil Départemental, une convention pour la mise à disposition d'un défibrillateur cardiaque installé sur la façade du 3, place Lafayette,

Fait part que la convention débutée au 1er janvier 2022 s'est terminée au 31 décembre 2025,

Présente la nouvelle convention transmise par le Conseil Départemental, pour une durée de 4 ans, soit jusqu'au 31 décembre 2029,

Précise que la maintenance est assurée par le Conseil départemental et qu'un agent communal est désigné comme personne référente afin de faire le lien, sur le volet technique, entre les deux signataires de la convention,

Le Conseil Municipal,

OUÏ le Maire,

Après en avoir délibéré, à l'unanimité,

***APPROUVE** la convention pour la mise à disposition d'un défibrillateur cardiaque pour une durée de 4 ans, soit du 1er janvier 2026 au 31 Décembre 2029,*

***DIT** qu'un projet de ladite convention sera annexé à la présente délibération,*

***HABILITE** le Maire à signer tous documents et à faire toutes diligences utiles à l'exécution de la présente délibération,*

13. ASSOCIATION "INTEGRATION, INSERTION, LOGEMENT, EMPLOI". CONVENTION 2ème SEMESTRE 2026.

La convention signée avec le chantier école « Association, Insertion, Intégration, Logement, Emploi », pour le 1er semestre 2026 arrive à échéance au 30 juin prochain.
Les travaux, effectués par le chantier école, portent sur :

- la taille, l'élagage des arbres et des haies, le débroussaillage d'entretien, le nettoyage (enlèvement de papiers et déchets) avec évacuation en décharge municipale,
- la tonte de l'ensemble des espaces verts,
- de petits travaux de maçonnerie et l'entretien des boiseries du parcours santé (enfant),
- du désherbage manuel ou mécanique…,

La nouvelle convention est présentée pour la période du 1er juillet au 31 décembre 2026. Le prix est fixé à 400 € par jour, à raison de quatre jours d'intervention par semaine.

Jacques Garsau dit qu'habituellement deux conventions (une avec le chantier école de Montner et une avec celui de Millas) sont mises au vote, là il n'en voit qu'une à l'ordre du jour.
M. le Maire répond qu'il s'agit d'une demande de la Direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi (DIRECCTE) d'éviter la concurrence entre les chantiers école. On a voulu ne pas renouveler avec le chantier école de Montner et augmenter la convention avec celui de Millas. On a contacté le chantier école de Montner qui a déjà trouvé des contrats pour remplacer la journée du vendredi passée à Millas.
Michel Nasarre demande qui pilote le planning et les vérifications.
M. le Maire répond que l'association Aiile a un responsable qui tient au courant de l'avancée du travail et deux élus suivent cela Ph. Roig et Marie-Lou Espelt. Bien entendu des réunions de coordination ont lieu avec les services techniques de la ville s'il manque un camion, s'il y a un retard, etc. Le planning est fixé par les deux adjoints.
Philippe Roig précise qu'il y est tous les jours. M. Le Maire ajoute que cela dépend des propriétés ; pour le moment c'est l'herbe. De 6h à 8h, ils sont au lac et après dans le village. Il ajoute, suite à une question de Michel Nasarre, que durant les horaires d'été ils travaillent jusqu'à 14 heures. M. le Maire précise qu'ils iront aussi au cimetière.
Rose-Marie Torrent souligne que lorsqu'elle promène son chien au lac elle voit que le débroussaillage est bien fait mais elle est étonnée par les déchets qu'ils laissent. Ils ne ramassent pas les déchets déjà là. Leur demander de ramasser ?
Philippe Roig répond que ce n'est pas dans leur mission, cela est marqué dans la convention.
Alain Pellissier ajoute qu'ils n'ont pas le droit de ramasser les déchets.
Marie-Lou Espelt Sacaze ajoute qu'ils ont eu des remarques à ce sujet et que la mairie est en train de mettre en place un planning sur l'année pour qu'après le chantier école le C.T.M. passe. Pour coordonner le travail.
Rose-Marie Torrent ajoute qu'il manque des poubelles. Alain Pellissier informe qu' il va être placé un gros conteneur collectif, conteneur d'apport volontaire
Maire : on réfléchit comment les redistribuer dans le village, au plus proche du besoin, mais accessible pour les camions. Aujourd'hui il y en a deux : aux arènes et à la promenade.
Rose-Marie Torrent souligne que celui de la Promenade n'est pas trop bien placé.
Marie-Lou Espelt Sacaze répond qu'il va être enlevé. On va en mettre 7 on travaille avec la Communauté des Communes, on vous soumettra un plan. Le plus caché, le plus accessible et le plus proche du besoin. Quand elle rentre dans la mairie tous les matins elle ramasse deux trois cannettes entre le portail et l'entrée, il y a des poubelles juste à côté. La propreté c'est au quotidien. Quand les agents ont fini de nettoyer, derrière c'est sale. On y travaille il faut être réactif. On avait parlé d'une brigade propreté elle arrive.
Approuvé à l'unanimité.

Etant membre du bureau de l'association, l'élu suivant a quitté la salle des débats et n'a pas pris part au vote : *BIENAIMÉ Régis*

Le Maire,

Présente au Conseil Municipal la convention pour le second semestre 2026 à intervenir entre la Commune et l'Association "Intégration, Insertion, Logement, Emploi",

Précise que cette convention permet au chantier école de former des agents recrutés en contrats aidés,

Informe que la convention porte sur l'ensemble de la Commune :

- *la taille, l'élagage des arbres et des haies, le débroussaillage d'entretien, le nettoyage (enlèvement de papiers et déchets) avec évacuation en décharge municipale,*
- *la tonte de l'ensemble des espaces verts,*
- *de petits travaux de maçonnerie et l'entretien des boiseries du parcours santé (enfant),*
- *du désherbage manuel ou mécanique…,*

Précise que le prix de la journée de travail est fixé à 400 € par jour, à raison de quatre jours par semaine y compris la mise à disposition du matériel et les déplacements,

Précise que la convention est conclue pour la période du 1er juillet 2026 au 31 décembre 2026,

Rappelle que ladite association, de par son activité, n'est pas assujettie à la T.V.A.,

Le Conseil Municipal,

OUÏ le Maire,

Après en avoir délibéré, à l'unanimité,

APPROUVE *le projet susdit de convention, pour la période du 1er juillet 2026 au 31 décembre 2026, à intervenir entre la Commune et l'Association "Intégration, Insertion, Logement, Emploi", à raison de quatre jours d'intervention par semaine,*

PREND ACTE *que le journée de travail est fixé à 400 € par jour, incluant la mise à disposition du matériel et les déplacements,*

DIT *que le projet de ladite convention est annexé à la présente délibération,*

Acte télétransmis en sous-préfecture le 22.07.2026
Réceptionné le 22.17.2026
Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire du présent acte.
Affiché le 23.07.2026

DIT *que les sommes nécessaires au paiement des prestations dues à l'Association "Intégration, Insertion, Logement, Emploi" seront prévues au budget de l'exercice 2026,*

HABILITE *le Maire à signer tous documents et à faire toutes diligences utiles à l'exécution de la présente délibération,*

14. UNION SPORTIVE MILLAS, SECTION RUGBY. MISE A DISPOSITION DU BOITIER DE CONTROLE POUR LE PANNEAU D'AFFICHAGE DES SCORES.

Un panneau d'affichage des scores a été implanté au stade municipal Roger Roquefort. Il est doté d'une valisette comprenant un chargeur pupitre ainsi qu'un clavier AZERTY USB, permettant, à distance, de mettre à jour les informations principales de jeu (scores, chronomètre). L'U.S.M., Section Rugby, souhaite utiliser ce panneau lors des matchs.
Une convention de mise à disposition gratuite a été ainsi rédigée pour une durée de cinq ans.

Approuvé à l'unanimité.

Acte télétransmis en sous-préfecture le 28.07.2026
Réceptionné le 28.07.2026
Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire du présent acte.
Affiché le 29.07.2026

Le Maire rappelle qu'un panneau d'affichage des scores a été implanté au stade municipal Roger Roquefort,

Précise qu'il est doté d'une valisette comprenant un chargeur pupitre ainsi qu'un clavier AZERTY USB, permettant de mettre à jour les informations principales de jeu (scores, chronomètre), à distance,

Fait part de la demande de l'U.S.M., Section Rugby, qui souhaite utiliser ce panneau lors des matchs,

Présente la convention de mise à disposition de la valisette comprenant un chargeur pupitre ainsi qu'un clavier AZERTY USB,

Précise que cette mise à disposition sera gratuite et d'une durée de cinq ans à compter de sa signature,

Le Conseil Municipal,

OUÏ le Maire,

Après en avoir délibéré, à l'unanimité,

DECIDE *de mettre à disposition gratuitement la valisette comprenant un chargeur pupitre ainsi qu'un clavier AZERTY USB, permettant, à distance, de mettre à jour les informations principales de jeu (scores, chronomètre) sur le panneau des scores situé sur le stade municipal Roger Roquefort,*

APPROUVE *la convention, pour une durée de 5 ans, à compter de sa signature,*

DIT *qu'un projet de ladite convention sera annexé à la présente délibération,*

HABILITE *le Maire à signer tous documents et à faire toutes diligences utiles à l'exécution de la présente délibération,*

15. CENTRE DE GESTION DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE DES PYRENNES-ORIENTALES. ADHÉSION AU SERVICE D'ENQUÊTE ADMINISTRATIVE.

Dans le cadre de ses missions, le Centre De Gestion de la Fonction Publique Territoriale des Pyrénées-Orientales (C.D.G.66) propose aux communes affiliées la réalisation, pour leur compte, d'enquêtes administratives au sein de leurs services. L'enquête est menée par des enquêteurs formés et désignés par le C.D.G. 66. Elle est destinée à établir de manière objective et indépendante la réalité de faits portés à leur connaissance afin que l'autorité territoriale puisse ensuite prendre les décisions qui s'imposent.
L'accès à la mission nécessite la signature préalable d'une convention-cadre avec le Centre de gestion, laquelle doit être approuvée en amont par l'organe délibérant de la commune.
La signature de cette convention-cadre par anticipation permettrait de mobiliser rapidement le C.D.G. 66 pour une enquête administrative lorsqu'un besoin émerge.
Cette mission est entièrement financée par la cotisation additionnelle payée mensuellement via les salaires des agents (charges patronales) et dont le taux est fixé par le Conseil d'Administration du C.D.G. 66. Elle ne donne donc lieu à aucune facturation supplémentaire pour la commune.

Michel Nasarre demande s'il y a déjà certains conflits pour passer cette délibération et s'il y a des problématiques qui ne peuvent pas être traitées en interne.
M. le Maire répond que Noé a construit l'arche avant le déluge. On ne sait pas ce qui va arriver. Il ajoute qu'il encadre des gens, des conflits on en aura… Il peut y avoir des problématiques qui se gèrent en cap i cap, d'autres fois il faut une enquête administrative. Il faut prévenir.
Approuvé à l'unanimité.

Le Maire,

Acte télétransmis en sous-préfecture le 22.07.2026
Réceptionné le 22.07.2026
Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire du présent acte.
Affiché le 23.07.2026

Informe que, par délibération du Conseil d'Administration du Centre De Gestion de la Fonction Publique Territoriale des Pyrénées-Orientales (C.D.G. 66) n° 312_DE 25112025, il a été créé une mission pour la réalisation d'enquêtes administratives au profit des communes et établissements publics affiliés au centre de gestion,

Précise que la collectivité peut, dans certaines situations, avoir besoin d'établir la matérialité de faits par le biais d'une enquête administrative afin d'être ensuite en mesure de donner à cette situation les suites appropriées,

Fait part que le recours à un tiers extérieur formé à cet exercice permet de garantir l'impartialité de l'enquête administrative,

Précise que le recours à cette mission est financé par le biais de la cotisation additionnelle et n'entraîne de ce fait aucun surcoût financier,

Fait part que la signature de la convention n'impacte en rien la capacité de l'autorité territoriale de décider du recours, ou non, à la mission proposée par le C.D.G. 66,

Présente le projet de convention de réalisation d'enquêtes administratives,

Le Conseil Municipal, OUÏ le Maire,

Après en avoir délibéré, à l'unanimité,

***Vu** le code général des collectivités territoriales,*

***Vu** le code général de la fonction publique et notamment son article L. 452-40,*

***Vu** le décret n° 85-643 du 26 juin 1985 relatif aux centres de gestion institués par la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,*

***ADHERE** à la mission « enquête administrative » proposée par le Centre de Gestion de la Fonction Publique des Pyrénées Orientales en vue de pouvoir éventuellement externaliser la réalisation d'enquêtes administratives si une situation venait à exiger ce type d'acte,*

***PRECISE** que cette mission est entièrement financée par la cotisation additionnelle payée mensuellement via les salaires des agents, en charges patronales, et dont le taux est fixé par le Conseil d'Administration du C.D.G. 66,*

***PREND ACTE** qu'elle ne donnera lieu à aucune facturation supplémentaire pour la commune,*

***APPROUVE** la convention d'adhésion, dont un projet est annexé à la présente délibération,*

***HABILITE** le Maire à signer tous documents et à faire toutes diligences utiles à l'exécution de la présente délibération,*

16. PERSONNEL COMMUNAL. MISE A DISPOSITION DU G.I.P. « MA SANTE - MA REGION ».

Par délibération du 5 Avril 2022, le Conseil Municipal a autorisé l'adhésion au Groupement d'Intérêt Général (G.I.P.) « Ma Santé, Ma Région ».
Dans le cadre de la gestion du centre médical, situé 8 rue des Eaux Vives, la Commune a mis à disposition du G.I.P. un agent de catégorie C à temps complet. Cette mise à disposition se termine le 11 septembre 2026.

Cécile Quintus demande ce qu'a donné le rendez-vous le 6 mai avec l'architecte pour le projet de travaux au centre médical.
M. le Maire répond que ce projet a été présenté par l'architecte pour environ 100 000 euros avec 80% de subventions. Par contre, à la fin, le personnel administratif, qui aujourd'hui est dans un open space de 17 mètres carrés, se retrouverait dans deux bureaux de 5 mètres et 4 mètres carrés avec le passage pour

aller à la tisanerie. Donc, il ne souhaite pas donner suite à ce projet. Il se dirige vers autre chose. Pour l'arrivée du jeune docteur avec Annie Tixier qui est maitre de stage, il a contacté Véronique Gérard pour savoir si on pouvait trouver une entente pour utiliser le bureau des infirmières. Elle lui a dit de lui faire une proposition.
Cécile Quintus relance concernant les travaux évoqués par l'ancienne mandature.
M. le Maire répond qu'il ne donne pas suite car ils est mal à l'aise de mettre les secrétaires dans 5 mètres carrés.
Cécile Quintus demande si c'était ça le projet d'extension. M le Maire répond qu'à la fin c'est ce qui en résulte. Il n'y a pas de prolongement de bâtiment. L'idée n'est pas mauvaise, de redistribuer l'espace, par contre il trouve que le personnel administratif ne travaillerait pas dans de bonnes conditions. Il espère que la récupération du local des infirmières va aboutir car la santé est une priorité pour les millassois.
Gilles Vidal ajoute que les murs du bâtiment étant tous porteurs, il est impossible de recloisonner.
M. le Maire conclue qu'il faut travailler dans l'enveloppe actuelle et que le projet était ficelé, il a vu les plans et les subventions.
Approuvé à l'unanimité.

Le Maire,

Acte télétransmis en sous-préfecture le 22.07.2026
Réceptionné le 22.07.2026
Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire du présent acte.
Affiché le 23.07.2026

Rappelle que, par délibération 2022-04-05-N19 du 5 Avril 2022, le Conseil Municipal a autorisé l'adhésion de la commune au Groupement d'Intérêt Général (G.I.P.) « Ma Santé, Ma Région »,

Fait part que, dans le cadre de la gestion du centre médical, situé 8 rue des Eaux Vives, la Commune a mis à disposition du G.I.P. un agent de catégorie C à temps complet, pour la période du 12 Septembre 2023 au 11 Septembre 2026,

Propose au Conseil Municipal une nouvelle mise à disposition de trois ans, soit du 12 Septembre 2026 jusqu'au 11 Septembre 2029,

Présente la convention à intervenir de mise à disposition,

Précise que cette mise à disposition ne donnera lieu à aucun remboursement de la part du Groupement d'Intérêt Public (G.I.P.) « Ma Santé, ma Région », au titre de la contribution aux ressources du G.I.P.,

Le Conseil Municipal,

OUÏ le Maire,

Après en avoir délibéré, à l'unanimité,

***AUTORISE**, dans le cadre de la gestion du centre médical, situé 8 rue des Eaux Vives, la mise à disposition d'un agent titulaire de catégorie C de la commune à temps complet auprès du G.I.P. « Ma Santé, ma Région »,*

***APPROUVE** la convention de mise à disposition dudit agent, auprès du G.I.P. « Ma Santé, ma Région »,*

PRECISE *que cette mise à disposition, d'une durée de trois ans, couvre la période du 12 Septembre 2026 jusqu'au 11 Septembre 2029,*

DIT *qu'une copie du projet de convention sera annexée à la présente délibération,*

HABILITE *le Maire à signer tous documents et à faire toutes diligences utiles à l'exécution de la présente délibération,*

17. G.I.P. « MA SANTE, MA REGION ». DESIGNATION DE REPRESENTANTS DE LA COMMUNE.

Par délibération 2022-04-05-N19, le conseil municipal a adhéré au Groupement d'Intérêt Public « Ma Santé, Ma Région » permettant d'étoffer l'offre de santé sur la commune. A ce jour, il y a 5 médecins généralistes et une infirmière en pratique avancée (Millas/Fourques).

Approuvé à l'unanimité.

Le Maire,

Acte télétransmis en sous-préfecture le 17.07.2026
Réceptionné le 17.07.2026
Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire du présent acte.
Affiché le 21.07.2026

Rappelle que, par délibération 2022-04-05-N19, le conseil municipal a adhéré au Groupement d'Intérêt Public « Ma Santé, Ma Région » permettant d'étoffer l'offre de santé sur la commune,

Informe, qu'à ce jour, il y a 5 médecins généralistes et une infirmière en pratique avancée (Millas/Fourques),

Fait part qu'il y a lieu de désigner un représentant titulaire et un représentant suppléant qui représenteront la commune aux instances du G.I.P. « Ma Santé, Ma Région »,

Le Conseil Municipal,

OUÏ le Maire,

Après en avoir délibéré, à l'unanimité,

DESIGNE, *pour représenter la Commune aux instances du GIP « Ma Santé, Ma Région »,*
Valérie LOPEZ en qualité de membre titulaire, et Joseph OLIVE en qualité de membre suppléant,

HABILITE *le Maire à signer tous documents et à faire toutes diligences utiles à l'exécution de la présente délibération,*

18. COMMISSION COMMUNALE DES IMPOTS DIRECTS (C.C.I.D.).

La Commission Communale des Impôts Directs (C.C.I.D.) tient un rôle majeur dans la fiscalité directe locale. Elle donne chaque année son avis sur les modifications d'évaluation ou nouvelles évaluations des locaux d'habitation recensées par l'administration fiscale. Elle intervient également, depuis 2017, au niveau de la révision des valeurs locatives des locaux professionnels. Elle formule également des avis sur des réclamations portant sur une question de fait relative à la taxe d'habitation et la taxe d'enlèvement des ordures ménagères.
Conformément au 1 de l'article 1650 du Code Général des Impôts, cette commission doit être instituée dans chaque commune. Pour les communes de plus de 2 000 habitants, elle comprend 8 commissaires titulaires et 8 commissaires suppléants. La désignation définitive des commissaires est effectuée par le Directeur des Finances Publiques dans un délai de 2 mois à compter de l'installation de l'organe délibérant de la commune.
Elle est réalisée à partir d'une liste de contribuables, **en nombre double**, proposée sur délibération du Conseil Municipal (soit 32 personnes). Le Maire est membre de droit de la C.C.I.D. et, de ce fait, n'est pas comptabilisé.
Les commissaires doivent remplir les conditions suivantes :

- être âgés de 18 ans au moins,
- être de nationalité française ou ressortissant d'un Etat Membre de l'Union Européenne,
- jouir de leurs droits civiques,
- être inscrits aux rôles des impositions directes locales dans la commune (taxe foncière, taxe d'habitation sur les résidences secondaires ou cotisation foncière des entreprises),
- être familiarisés avec les circonstances locales,
- posséder des connaissances suffisantes pour l'exécution des travaux confiés à la commission,

---

Approuvé à l'unanimité.

Le Maire,

Acte télétransmis en sous-préfecture le 17.07.2026
Réceptionné le 17.07.2026
Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire du présent acte.
Affiché le 21.07.2026

Rappelle que la Commission Communale des Impôts Directs (C.C.I.D.) tient un rôle majeur dans la fiscalité directe locale : elle donne chaque année son avis sur les modifications d'évaluation ou nouvelles évaluations des locaux d'habitation recensées par l'administration fiscale,

Fait part que, conformément au 1 de l'article 1650 du Code Général des Impôts, cette commission doit être instituée dans chaque commune et que pour les communes de plus de 2 000 habitants, elle comprend 8 commissaires titulaires et 8 commissaires suppléants,

Précise que la désignation définitive des commissaires est effectuée par le Directeur des Finances Publiques dans un délai de 2 mois à compter de l'installation de l'organe délibérant de la commune, sur la base d'une liste de contribuables, en nombre double, proposée sur délibération du Conseil Municipal (soit 32 personnes),

Précise que le Maire est membre de droit de la C.C.I.D. et, de ce fait, n'est pas comptabilisé,

Fait état des conditions à remplir suivantes :

- *être âgés de 18 ans au moins,*
- *être de nationalité française ou ressortissant d'un Etat Membre de l'Union Européenne,*
- *jouir de leurs droits civiques,*
- *être inscrits aux rôles des impositions directes locales dans la commune (taxe foncière, taxe d'habitation sur les résidences secondaires ou cotisation foncière des entreprises),*
- *être familiarisés avec les circonstances locales,*
- *posséder des connaissances suffisantes pour l'exécution des travaux confiés à la commission,*

Demande à l'Assemblée délibérante d'établir une liste comportant 32 personnes,

Le Conseil Municipal,

OUÏ le Maire,

Après en avoir délibéré, à l'unanimité,

***APPROUVE** la liste des personnes suivantes qui sera proposée au Directeur des Finances Publiques afin de constituer la Commission Communale des Impôts Directs (C.C.I.D.) :*

1	*GASCH*	*Valérie*
2	*MANEGLIA GAUTIER*	*Stéphanie*
3	*ISABAL*	*Patrick*
4	*SACAZE*	*Marie-Lou*
5	*VIDAL*	*Gilles*
6	*JUSTE*	*Alain*
7	*AVINO*	*Georges*
8	*BEA*	*Thérèse*
9	*BENDRELL*	*Brigitte*
10	*BIENAIMÉ*	*Régis*
11	*CORTES*	*Antoine*
12	*HASSANI*	*Djamel*
13	*NOGUERA*	*Rémi*
14	*PELISSIER*	*Alain*
15	*POUS*	*Pierre*
16	*TORRENT*	*Rose-Marie*
17	*CHANTEMARGUE*	*Yves*
18	*BRU*	*Denis*
19	*ROIG*	*Laurent*
20	*FAURE*	*Nicole*
21	*GARSAU*	*Jacques*
22	*LOPEZ*	*Barbara*
23	*NASARRE*	*Michel*
24	*NOGUÉS*	*Dominique*

25	*OLIVE*	*Jean-Baptiste*
26	*QUINTUS*	*Cécile*
27	*ROIG*	*Philippe*
28	*SALES*	*Nadine*
29	*SURJUS ROJAS*	*Marie-Isabelle*
30	*PAYRÉ*	*Jean-François*
31	*SALVAT*	*Fabien*
32	*TURCAN*	*Jean-Marc*

HABILITE *le Maire à signer tous documents et à faire toutes diligences utiles à l'exécution de la présente délibération,*

19. COMMISSION D'APPEL D'OFFRES A CARACTERE OBLIGATOIRE.

Les règles de composition et d'élection sont identiques pour la Commission d'Appel d'Offres (C.A.O.) et la Commission de Délégation de Service Public (C.D.S.P.) :
le Maire est président de droit,
cinq membres titulaires et cinq membres suppléants de la commission doivent être élus, en son sein, à bulletin secret, de liste à la représentation proportionnelle au plus fort reste (article L 1411-5 du C.G.C.T.).
Par ailleurs, sur invitation du Président de la commission, des membres avec voix consultatives, peuvent être présents : le comptable de la collectivité, un représentant du service départemental de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes de la DDPP, des personnalités compétentes dans le domaine dans lequel s'inscrit le marché ou la délégation de service public.
Après analyse des dossiers de candidature, elle constitue une instance de décision pour l'attribution des marchés à procédures formalisée dont la valeur estimée hors taxe est égale ou supérieure aux seuils européens (216 000 € pour les fournitures et service et 5 404 000 H.T. pour les travaux).
Elle peut être saisie, uniquement pour avis, dans le cadre des marchés à procédures adaptées.

Approuvé à l'unanimité.

Le Maire,

Informe qu'en application de l'article L 1214-2 du Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T.), il est nécessaire de créer une Commission d'Appel d'Offres (C.A.O.),

Acte télétransmis
en sous-préfecture
le 10.08.2026
Réceptionné
le 10.08.2026

Informe, qu'après analyse des dossiers de candidature, elle constitue une instance de décision pour l'attribution des marchés à procédures formalisée dont la valeur estimée hors taxe est égale ou supérieure aux seuils européens (à ce jour : 216 000 € pour les fournitures et service et 5 404 000 H.T. pour les travaux),

Précise qu'elle peut être saisie, uniquement pour avis, dans le cadre des marchés à procédures adaptées,

Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire du présent acte.
Affiché le 10.08.2026

Fait part qu'elle est composée de cinq membres titulaires et cinq membres suppléants, élus en son sein, à bulletin secret, de liste à la représentation proportionnelle au plus fort reste (article L 1411-5 du C.G.C.T.) ; le Maire étant président de droit,

Fait part que, sur invitation du Président de la commission, des membres avec voix consultatives, peuvent être présents : le comptable de la collectivité, un représentant du service départemental de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes de la DDPP, des personnalités compétentes dans le domaine dans lequel s'inscrit le marché ou la délégation de service public,

Fait appel de candidatures,

OUÏ le Maire,

Le Conseil Municipal,

***ACTE** qu'une seule liste est présentée,*

***ACTE**, après consultation des conseillers municipaux présents, et en application de l'article L 2121-21 du C.G.C.T. de ne pas procéder au scrutin secret pour cette nomination,*

***PROCEDE** au vote à main levée*

Avec 27 voix pour,

*La liste unique **EST ELUE***

Membres titulaires :
Alain PELISSIER, Rémi NOGUERA, Gilles VIDAL, Djamel HASSANI, Michel NASARRE,

Membres suppléants :
Brigitte BENDRELL, Marie-Lou SACAZE, Régis BIENAIME, Valérie LOPEZ,

***HABILITE** le Maire à signer tous documents et à faire toutes diligences utiles à l'exécution de la présente délibération,*

20. COMMISSION DE DELEGATION DE SERVICE PUBLIC.

Les règles de composition et d'élection sont identiques pour la Commission d'Appel d'Offres (C.A.O.) et la Commission de Délégation de Service Public (C.D.S.P.) :
le Maire est président de droit,
cinq membres titulaires et cinq membres suppléants de la commission doivent être élus, en son sein, à bulletin secret, de liste à la représentation proportionnelle au plus fort reste (article L 1411-5 du C.G.C.T.).
Par ailleurs, sur invitation du Président de la commission, des membres avec voix consultatives, peuvent être présents : le comptable de la collectivité, un représentant du service départemental de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes de la DDPP, des personnalités compétentes dans le domaine dans lequel s'inscrit le marché ou la délégation de service public.
Les collectivités territoriales peuvent confier la gestion d'un service public (par exemple, la fourrière) dont elle a la responsabilité à un ou plusieurs opérateurs économiques par une convention de délégation de service public.

Approuvé à l'unanimité avec 26 voix pour,

Le Maire,

Informe qu'il est nécessaire de créer une Commission de délégation de service public,

Informe que les collectivités territoriales peuvent confier la gestion d'un service public (par exemple, la fourrière) dont elle a la responsabilité à un ou plusieurs opérateurs économiques par une convention de délégation de service public.

Fait part qu'elle est composée de cinq membres titulaires et cinq membres suppléants, élus en son sein, à bulletin secret, au scrutin de liste à la représentation proportionnelle au plus fort reste (article L 1411-5 du C.G.C.T.) ; le Maire étant président de droit,

Fait appel de candidatures,

OUÏ le Maire,

Le Conseil Municipal,

***ACTE** qu'une seule liste est présentée,*

***ACTE**, après accord de l'ensemble des conseillers municipaux et en application de l'article L 2121-21 du C.G.C.T., de ne pas procéder au scrutin secret pour cette nomination,*

***PROCEDE** au vote à main levée*

Avec 26 voix pour,

Acte télétransmis en sous-préfecture le 07.08.07.2026
Réceptionné le 07.08.2026
Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire du présent acte.
Affiché le 07.08.2026

La liste unique ***EST ELUE***

Membres titulaires :
Gilles VIDAL, Nadine SALES, Philippe ROIG, Brigitte BENDRELL, Dominique NOGUES,

Membres suppléants :
Djamel HASSANI, Barbara LOPEZ, Vanessa LOPEZ, Valérie LOPEZ, Pierre POUS,

HABILITE *le Maire à signer tous documents et à faire toutes diligences utiles à l'exécution de la présente délibération,*

21. SOCIETE PUBLIQUE LOCALE PERPIGNAN-MEDITERRANEE. DESIGNATION DE REPRESENTANTS DE LA COMMUNE.

Par délibération 2022-02-07-N05 du 7 février 2022, le Conseil Municipal a autorisé l'entrée, de la Commune, dans le capital de la Société Publique Locale Perpignan Méditerranée (S.P.L.P.M), à hauteur de dix actions d'une valeur unitaire de 10 €. A ce titre, la Commune est représentée au conseil d'administration dudit établissement.
Au travers de l'adhésion à la S.P.L.P.M., cela permet de réaliser pour le compte de ses seuls actionnaires toute action ou opération d'aménagement définie à l'article 300-1 du code de l'urbanisme :

- mettre en œuvre un projet urbain, une politique de l'habitat,
- organiser le maintien, l'extension ou l'accueil des activités économiques ;
- favoriser le développement des loisirs et du tourisme ;
- réaliser des équipements collectifs ;
- lutter contre l'insalubrité ;
- permettre le renouvellement urbain ;
- sauvegarder ou mettre en valeur le patrimoine bâti ou non bâti et les espaces naturels.

Ces actions et opérations supposent que la S.P.L. prend également en charge les études préalables correspondantes ainsi que les éventuelles acquisitions et cessions d'immeubles préalables :
- opérations de construction,
- exploitation des services publics à caractère industriel et commercial, ou toute autre activité d'intérêt général.

Approuvé à l'unanimité.

Le Maire,

Rappelle que par délibération 2022-02-07-N05 du 7 février 2022, le Conseil Municipal a autorisé l'entrée de la Commune dans le capital de la Société Publique Locale Perpignan Méditerranée (S.P.L.P.M), à hauteur de dix actions d'une valeur unitaire de 10 euros,

Précise qu'à ce titre, la Commune est représentée au conseil d'administration dudit établissement,

Acte télétransmis en sous-préfecture le 07.08.2026
Réceptionné le 07.08.2026
Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire du présent acte.
Affiché le 07.08.2026

Fait part que la S.P.L.P.M., réalise pour le compte de ses seuls actionnaires toute action ou opération d'aménagement définie à l'article 300-1 du code de l'urbanisme :

- *mettre en œuvre un projet urbain, une politique de l'habitat,*
- *organiser le maintien, l'extension ou l'accueil des activités économiques ;*
- *favoriser le développement des loisirs et du tourisme ;*
- *réaliser des équipements collectifs ;*
- *lutter contre l'insalubrité ;*
- *permettre le renouvellement urbain ;*
- *sauvegarder ou mettre en valeur le patrimoine bâti ou non bâti et les espaces naturels.*

Précise que ces actions et opérations supposent que la S.P.L. prend également en charge les études préalables correspondantes ainsi que les éventuelles acquisitions et cessions d'immeubles préalables :
- opérations de construction,
- exploitation des services publics à caractère industriel et commercial, ou toute autre activité d'intérêt général.

Propose au Conseil Municipal de désigner un représentant titulaire et un représentant suppléant de la commune qui siègeront au conseil d'administration de la Société Publique Locale Perpignan Méditerranée,

Le Maire,

Informe

Le Conseil Municipal,

OUÏ le Maire,

Après en avoir délibéré, à l'unanimité,

***DESIGNE** Alain PELISSIER, représentant titulaire et Daniel HASSANI, représentant suppléant, pour siéger au conseil d'administration de la Société Publique Locale Perpignan Méditerranée,*

***HABILITE** le Maire à signer tous documents et à faire toutes diligences utiles à l'exécution de la présente délibération,*

22. SOCIETE D'ECONOMIE MIXTE DES CREMASTISTE. DESIGNATION D'UN REPRESENTANT DE LA COMMUNE.

Par délibération du 26 avril 2004, le Conseil Municipal a autorisé l'entrée, de la Commune, dans le capital de la Société d'Economie Mixte (S.E.M.) pour la création d'un crématorium public, situé à Perpignan, à hauteur de dix actions d'une valeur unitaire de 400 €. A ce titre, la Commune est représentée au conseil d'administration du dit établissement.

Approuvé à l'unanimité.

Le Maire,

Rappelle que, par délibération du 26 avril 2004, le Conseil Municipal a autorisé l'entrée de la Commune dans le capital de la Société d'Economie Mixte (S.E.M.) pour la création d'un crématorium public, situé à Perpignan, à hauteur de dix actions d'une valeur unitaire de 400 €,

Acte télétransmis en sous-préfecture le 07.08.2026
Réceptionné le 07.08.2026
Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire du présent acte.
Affiché le 07.08.2026

Précise qu'à ce titre, la Commune est représentée au conseil d'administration du dit établissement,

Propose au Conseil Municipal d'élire un représentant de la commune qui siègera au conseil d'administration de la S.E.M. Crématiste,

Le Conseil Municipal,

OUÏ le Maire,

Après en avoir délibéré, à l'unanimité,

***DESIGNE,** pour représenter la commune à la S.E.M. Crématiste, Nicole FAURE,*

***HABILITE** le Maire à signer tous documents et à faire toutes diligences utiles à l'exécution de la présente délibération,*

23. COMMISSION EXTRA MUNICIPALE TAURINE. DESIGNATION DES MEMBRES. ADOPTION DU REGLEMENT TAURIN MUNICIPAL.

L'Union des Villes Taurines de France (U.V.T.F.) a été créée en 1972, et la Commune a adhérée par délibération du 30 janvier 1990. Afin d'apporter une aide technique, une commission taurine extra-municipale doit être obligatoirement constituée dans chaque ville adhérant à l'U.V.T.F. Pour rappel, le Maire ou son délégué, est président de droit de cette commission.

Olivier Senyarich précise que les membres de cette commission ont des missions de contrôles, les délégués ont le droit d'être dans le callejón.
Approuvé.

Le Maire,

Rappelle que l'Union des Villes Taurines de France (U.V.T.F.) a été créée en 1972, et la Commune a adhéré par délibération du 30 janvier 1990,

Acte télétransmis en sous-préfecture le 07.08.2026
Réceptionné le 07.08.2026
Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire du présent acte.
Affiché le 07.08.2026

Fait part qu'afin d'apporter une aide technique en matière tauromachique, une commission taurine extra-municipale doit être obligatoirement constituée dans chaque ville adhérant à l'U.V.T.F.,

Précise que le Maire ou son délégué est président de droit de cette commission,

Propose au Conseil Municipal de fixer le nombre de membres siégeant à ladite commission et de désigner les membres du conseil municipal qui y siégeront,

Précise que l'Assemblée délibérante doit désigner, pour moitié au moins de la commission, des personnalités choisies pour leur compétence en matière taurine ou leur intérêt pour la tauromachie,

Fait part qu'il y a lieu également de prendre acte du Règlement Taurin Municipal, éditée par l'U.V.T.F.

Fait appel à candidatures,

Le Conseil Municipal,

OUÏ le Maire,

***FIXE** la composition de la commission à cinq membres,*

***CONSIDERANT** les candidatures de Joseph OLIVE, Nadine SALES et Olivier SENYARICH,*

***ACTE** le retrait de la candidature d'Olivier SENYARICH*

PROCEDE à l'élection :
Joseph OLIVE est élu avec 26 voix,
Nadine SALES est élus avec 23 voix pour et 3 voix contre (Dominique Nogués, Olivier Senyarich, Rose-Marie Torrent),

***SONT ELUS**, avec 25 voix pour et une abstention (Torrent Rose-Marie), en qualité de personnalités choisies pour leur compétence en matière taurine ou leur intérêt pour la tauromachie :*
Axel FERRER,
Galdric LOPEZ,
Bernard LOPEZ,

***ADOPTE** le règlement Taurin Municipal éditée par l'U.V.T.F. dont un exemplaire est annexé à la présente délibération,*

HABILITE *le Maire à signer tous documents et à faire toutes diligences utiles à l'exécution de la présente délibération,*

24. COMMISSIONS MUNICIPALES. CREATION ET MISE EN PLACE.

Le Conseil Municipal a la possibilité de former des commissions chargées d'étudier les affaires qui lui sont soumises. Elles ont une fonction exclusivement préparatoire et n'exercent qu'un rôle consultatif, elles n'ont aucun pouvoir décisionnel. Le Maire en est le président de droit,
Dans les communes de 1 000 habitants et plus, la composition des différentes commissions doit respecter le principe de la représentation proportionnelle. Chaque liste devant avoir *a minima* un représentant, cela implique que les commissions seront constituées de 12 membres, répartis comme suit :

- 8 membres pour la liste « Millas, une force à venir »,
- 2 membres pour la liste « Millas, ensemble pour demain »,
- 1 membre pour la liste « Pour un avenir durable »,
- 1 membre pour la liste « Agir et s'engager ensemble »,

Approuvé à l'unanimité.

Le Maire,

Acte télétransmis en sous-préfecture le 07.08.2026
Réceptionné le 07.08.2026
Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire du présent acte.
Affiché le 07.08.2026

Informe que le Conseil Municipal a la possibilité de former des commissions chargées d'étudier les affaires qui lui sont soumises,

Précise qu'elles ont une fonction exclusivement préparatoire et n'exercent qu'un rôle consultatif, qu'elles n'ont aucun pouvoir décisionnel et que le Maire en est le président de droit,

Rappelle que depuis la Loi du 17 Mai 2013, dans les communes de 1000 habitants et plus, la composition des différentes commissions doit respecter le principe de la représentation proportionnelle,

Précise que chaque liste devant avoir a minima un représentant, cela implique que les commissions seront constituées de 12 membres, répartis comme suit :

- *8 membres pour la liste « Millas, une force à venir »,*
- *2 membres pour la liste « Millas, ensemble pour demain »,*
- *1 membre pour la liste « Pour un avenir durable »,*
- *1 membre pour la liste « Agir et s'engager ensemble »,*

Propose de constituer les commissions municipales,

Le Conseil Municipal,

OUÏ le Maire,

Après en avoir délibéré, à l'unanimité,

PREND ACTE, *que pour respecter le principe de la représentation proportionnelle, 12 conseillers municipaux siégeront à chaque commission municipale,*

PROCEDE *à l'élection des membres de la commission "Sécurité et gestion des risques" dont les résultats sont les suivants :*
Une liste unique est présentée :
Joseph OLIVE, Brigitte BENDRELL, Jean-Baptiste OLIVE, Régis BIENAIME, Vanessa LOPEZ, Nadine SALES, Philippe ROIG, Rémi NOGUERA
Pierre POUS, Yves CHANTEMARGUE,
Jacques GARSAU,
Olivier SENYARIACH,
La liste unique obtient 26 voix,

DIT *que les membres élus au sein de la commission* ***"Sécurité et gestion des risques "*** *sont les suivants :*
Joseph OLIVE, Brigitte BENDRELL, Jean-Baptiste OLIVE, Régis BIENAIME, Vanessa LOPEZ, Nadine SALES, Philippe ROIG, Rémi NOGUERA
Pierre POUS, Yves CHANTEMARGUE,
Jacques GARSAU,
Olivier SENYARICH,

PROCEDE *à l'élection des membres de la commission "Finances et moyens généraux " dont les résultats sont les suivants :*
Une liste unique est présentée :
Joseph OLIVE, Gilles VIDAL, Brigitte BENDRELL, Barbara LOPEZ, SURJUS Marie-Isabelle, Alain PELISSIER, Djamel HASSANI, Rémi NOGUERA,
Cécile QUINTUS, Michel NASARRE,
Dominique NOGUES,
Olivier SENYARICH,

La liste unique obtient 26 voix,

DIT *que les membres élus au sein de la commission* ***" Finances et moyens généraux "*** *sont les suivants :*

Joseph OLIVE, Gilles VIDAL, Brigitte BENDRELL, Barbara LOPEZ, SURJUS Marie-Isabelle, Alain PELISSIER, Djamel HASSANI, Rémi NOGUERA,
Cécile QUINTUS, Michel NASARRE,
Dominique NOGUES,
Olivier SENYARICH,

PROCEDE *à l'élection des membres de la commission "Culture, Tourisme et Vie associative" dont les résultats sont les suivants :*
Une liste unique est présentée :
Joseph OLIVE, Nadine SALES, Antoine CORTES, Thérèse BEA, Nicole FAURE,

Barbara LOPEZ, Vanessa LOPEZ, Valérie LOPEZ,
Cécile QUINTUS, Pierre POUS,
Jacques GARSAU,
Rose-Marie TORRENT,
La liste unique obtient 26 voix,

***DIT** que les membres élus au sein de la commission **" Culture, Tourisme et Vie associative "** sont les suivants :*
Joseph OLIVE, Nadine SALES, Antoine CORTES, Thérèse BEA, Nicole FAURE,
Barbara LOPEZ, Vanessa LOPEZ, Valérie LOPEZ,
Cécile QUINTUS, Pierre POUS,
Jacques GARSAU,
Rose-Marie TORRENT,

***PROCEDE** à l'élection des membres de la commission "Affaires Scolaires, éducation, jeunesse et sports " dont les résultats sont les suivants :*
Une liste unique est présentée :
Joseph OLIVE, Marie-Isabelle SURJUS, Thérèse BEA, Rémi NOGUERA,
Georges AVINO, Marie-Lou SACAZE, Antoine CORTES, Vanessa LOPEZ,
Cécile QUINTUS, Michel NASARRE,
Dominique NOGUES,
Rose-Marie TORRENT,

La liste unique obtient 26 voix,

***DIT** que les membres de la commission **"Affaires Scolaires, éducation, jeunesse et sports"** sont les suivants :*
Joseph OLIVE, Marie-Isabelle SURJUS, Thérèse BEA, Rémi NOGUERA,
Georges AVINO, Marie-Lou SACAZE, Antoine CORTES, Vanessa LOPEZ,
Cécile QUINTUS, Michel NASARRE,
Dominique NOGUES,
Rose-Marie TORRENT,

***PROCEDE** à l'élection des membres de la commission "Aménagement de l'espace urbain" dont les résultats sont les suivants :*
Une liste unique est présentée :
Joseph OLIVE, Alain PELISSIER, Rémi NOGUERA, Régis BIENAIME, Djamel HASSANI, Philippe ROIG, Barbara LOPEZ, Marie-Lou ESPELT,
Yves CHANTEMARGUE, Michel NASARRE,
Dominique NOGUES,
Olivier SENYARICH,

La liste unique obtient 26 voix,

***DIT** que les membres de la commission **" Aménagement de l'espace urbain "** sont les suivants :*
Joseph OLIVE, Alain PELISSIER, Rémi NOGUERA, Régis BIENAIME, Djamel HASSANI, Philippe ROIG, Barbara LOPEZ, Marie-Lou ESPELT,
Yves CHANTEMARGUE, Michel NASARRE,

Dominique NOGUES,
Olivier SENYARICH,

***PROCEDE** à l'élection des membres de la commission "Santé et solidarités" dont les résultats sont les suivants :*
Une liste unique est présentée :
Joseph OLIVE, Valérie LOPEZ, Régis BIENAIME, Nicole FAURE, Georges AVINO, Thérèse BEA, Gilles VIDAL, Vanessa LOPEZ,
Cécile QUINTUS, Pierre POUS,
Jacques GARSAU,
Rose-Marie TORRENT,

La liste unique obtient 26 voix,

***DIT** que les membres de la commission **" Santé et solidarités "** sont les suivants :*
Joseph OLIVE, Valérie LOPEZ, Régis BIENAIME, Nicole FAURE, Georges AVINO, Thérèse BEA, Gilles VIDAL, Vanessa LOPEZ,
Cécile QUINTUS, Pierre POUS,
Jacques GARSAU,
Rose-Marie TORRENT,

***PROCEDE** à l'élection des membres de la commission "Agriculture et environnement" dont les résultats sont les suivants :*
Une liste unique est présentée :
Joseph OLIVE, Philippe ROIG, Alain PELISSIER, Rémi NOGUERA, Djamel HASSANI, Jean-Baptiste OLIVE, Nicole FAURE, Brigitte BENDRELL,
Pierre POUS, Michel NASARRE,
Jacques GARSAU,
Olivier SENYARICH,

La liste unique obtient 26 voix,

***DIT** que les membres de la commission **" Agriculture et environnement"** sont les suivants :*
Joseph OLIVE, Philippe ROIG, Alain PELISSIER, Rémi NOGUERA, Djamel HASSANI, Jean-Baptiste OLIVE, Nicole FAURE, Brigitte BENDRELL,
Pierre POUS, Michel NASARRE,
Jacques GARSAU,
Olivier SENYARICH,

***PROCEDE** à l'élection des membres de la commission "Cadre de vie et développement durable" dont les résultats sont les suivants :*
Une liste unique est présentée :
OLIVE Joseph, Marie-Lou SACAZE, Rémi NOGUERA, Nicole FAURE, Vanessa LOPEZ, Georges AVINO, Valérie LOPEZ, Marie-Isabelle SURJUS,
Cécile QUINTUS, Yves CHANTEMARGUE,

Dominique NOGUES,
SENYARICH Olivier,

La liste unique obtient 26 voix,

***DIT** que les membres de la commission **" Cadre de vie et développement durable "** sont les suivants :*
OLIVE Joseph, Marie-Lou SACAZE, Rémi NOGUERA, Nicole FAURE, Vanessa LOPEZ, Georges AVINO, Valérie LOPEZ, Marie-Isabelle SURJUS,
Cécile QUINTUS, Yves CHANTEMARGUE,
Dominique NOGUES,
SENYARICH Olivier,

***HABILITE** le Maire à signer tous documents et à faire toutes diligences utiles à l'exécution de la présente délibération,*

Questions diverses

Olivier Senyarich souligne qu'il a entendu parler aujourd'hui de nuisances sonores le soir et la nuit au stade municipal. Le portail est détérioré. La commune a été alertée par citykomi et par téléphone. Il précise qu'il était évident que les tribunes seraient un lieu de rassemblement. Ça a été fermé. Tous les soirs il y a des jeunes, des mineurs. Il s'est déplacé, d'autres aussi. Il ajoute qu'il y a de la musique et du gaz hilarant. Le voisinage est excédé.

M. le Maire répond que le portail du stade a été cassé, les personnes ont été identifiées, on va faire payer un portail. Celui qui casse, il paye. C'est quelque chose que l'ancienne municipalité avait prévu qu'on a trouvé intéressant qu'on a gardé. 2 700 euros le portail neuf. La nuisance sonore il l'a entendu. On peut faire intervenir la gendarmerie. La police municipale, dans les fiches de poste, il va noter dedans le travail le week-end et la nuit, mais s'ils travaillent la nuit ils ne travailleront pas le jour. Il est en contact avec le major Clément, il va être associé avec la vidéoprotection, y en aura certainement là-bas, parce qu'on a envie d'investir au stade. La vidéo n'arrivera pas cet été, mais les gens sont excédés, M. le Maire va en parler à la gendarmerie pour qu'ils y aillent plus souvent. Si vous avez une autre idée…

Olivier Senyarich propose de fermer tout le stade, fermeture de tout le stade à 22h, parce qu'il y a le coin de sport et les muriers platanes qui attirent beaucoup.

Alain Pelissier dit qu'ils ont déjà essayé, des grilles avaient été mises à la cave (vinicole), ils montaient, ils sautent au stade.

Olivier Senyarich relance le fait de fermer à 22h. M. le Maire souligne que cela veut dire qu'un fonctionnaire devra y aller. Mais s'il faut…

Rose-Marie Torrent voudrait rajouter que pour le stade la Commune va trouver une solution mais que son problème à elle c'est la place Mirabeau, y a eu plusieurs plaintes. La police municipale passe à 8 H du matin y a rien. Est-ce qu'il est possible de faire des verbalisations ?

M. le Maire répond qu'il y aura de la vidéoprotection. Il y passe au moins deux fois par jour, il y a des meubles, il y a des gens qui jouent au foot jusqu'à minuit voir plus. A un moment, il faudra qu'ils soient identifiés et verbalisés. Il va le faire. Il ajoute qu'il entend dire « on jette ça par terre les agents communaux ramasseront », « à 8h c'est propre, à 9h c'est sale »…

Olivier Senyarich ajoute « et c'est gratuit »

Brigitte Bendrell dit qu'elle contactera la gendarmerie. Rose-Marie Torrent dit qu'elle a appelé mais que les gendarmes tutoient les personnes pour lesquelles elle les appelle. Ce à quoi M. le Maire réagit en soulignant que les gendarmes font leur travail.

Olivier Senyarich demande si le projet d'extension de caméras n'est plus gelé. M. le Maire répond que le projet n'était pas gelé mais mis en sommeil. On va travailler avec les gendarmes et la PM pour définir les priorités. B. Bendrell ajoute que c'est grâce aux caméras qu'ils ont retrouvé les auteurs de la dégradation du portail du stade.

Olivier Senyarich souligne que les propriétés concernées par le canal en bas de la rue Émile Zola appartiennent à la mairie et à des propriétaires privés. Le chantier école et le personnel de la mairie ont fait de l'entretien, y en avait besoin, y avait une question d'intérêt public car il était obturé par des branches. Il demande si une partie sera refacturée à l'ASA.
Alain Pelissier précise que ce n'est pas le canal de l'ASA, l'ASA donne l'eau au départ et après c'est aux voisins à entretenir.
Olivier Senyarich précise que c'est le périmètre de compétence de l'ASA.
Alain Pellissier répond par la négative, l'ASA entretient le canal de départ.
M. le Maire demande à Olivier Senyarich s'il pense que le personnel de la mairie a travaillé pour le compte de l'ASA, ce à quoi Olivier Senyarich répond par l'affirmative. M. le Maire pointe la réactivité du travail : on l'a curé le 21 avril on est arrivés le 28 mars. Et il précise qu'il résonne autrement, s'il y a un intérêt pour les millassois, il faut le faire.
Olivier Senyarich précise qu'il y a un excédent important à l'ASA et que sa question ne porte pas sur la finalité mais sur le coût.
Alain Pellissier répond que cela n'a pas coûté très cher.

La séance est levée à 21 h 36

La Secrétaire de Séance,
LOPEZ Barbara

Le Maire,
OLIVE Joseph